

La montée des fondamentalismes religieux : un appel à l'action

Remerciements

La présente publication s'insère dans une série de travaux élaborés à partir d'un projet de recherche lancé par l'AWID au début de 2007 pour lequel une équipe de brillants chercheurs a été formée. Nous tenons à remercier particulièrement Cassandra Balchin, chercheuse consultante en chef, pour ses analyses perspicaces, sa vivacité d'esprit et ses connaissances sur les fondamentalismes musulmans. Nous tenons également à remercier Juan Marco Vaggione, chercheur consultant secondaire, qui s'est joint à l'équipe quelques mois plus tard. Juan s'est démarqué par son sens de l'humour, sa générosité et ses connaissances sur les fondamentalismes religieux d'Amérique latine.

J'aimerais également remercier toute l'équipe de l'AWID ayant travaillé sur le projet et tout le personnel qui nous a apporté une aide ponctuelle. En particulier, je voudrais souligner l'expertise de Deepa Shankaran en matière de recherche et de rédaction, les talents de Saira Zuberi en matière de coordination et d'édition, ainsi que l'apport de Ghadeer Malek et de Sanushka Mudaliar du Programme d'activisme des jeunes féministes. Un grand merci à Lydia Alpizar, la directrice exécutive de l'AWID, et à Cindy Clark, pour leur direction, leurs conseils et leur soutien tout au long de ce projet.

Les résultats des sondages présentés ici n'auraient pas été possibles sans l'aide généreuse de Martin Redfern et son expertise technique en matière d'élaboration de sondages, de collecte de données et de statistiques. Je voudrais également remercier Jessica Horn pour sa contribution aux analyses féministes des Églises charismatique et pentecôtiste d'Afrique subsaharienne.

Un merci spécial aux donateurs et à leurs contributions généreuses, sans quoi notre projet n'aurait pas été possible. En particulier, Sigrid Rausing Trust, Open Society Institute et Hivos, ainsi que les organisations qui fournissent le financement de base de l'AWID – elles sont énumérées au dos de cette publication.

J'aimerais remercier les conseillères et conseillers de ce projet. Ils ont été consultés à différents moments en fonction de leur expertise et de leur disponibilité. Plus particulièrement, j'aimerais exprimer ma reconnaissance à l'égard de celles et ceux qui ont participé au processus d'évaluation des besoins pour le projet de recherche au tout début. Merci au groupe de conseillères et conseillers qui s'est réuni à Londres pour examiner les premières versions du sondage. Un merci spécial au groupe de 35 activistes travaillant sur les fondamentalismes et sur les droits des femmes qui s'est rencontré en novembre 2007 à Istanbul, Turquie, à la réunion des parties prenantes, pour commenter les résultats. Leur apport a joué un rôle clé dans cette analyse et leurs noms sont mentionnés individuellement au dos de cette publication.

Finalement, la présente publication n'aurait pas été possible sans la généreuse contribution des 51 activistes interviewées qui ont partagé leurs analyses et leurs expériences des fondamentalismes religieux (elles sont, elles aussi, mentionnées individuellement au dos de cette publication). Nous devons également beaucoup aux discussions et aux projets de l'Institut des jeunes femmes de l'AWID et aux ateliers de l'AWID lors de nombreuses rencontres internationales. Au nom de l'initiative de l'AWID, Résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux, j'espère que ce travail représentera une importante contribution à leur travail et stimulera la réflexion stratégique, la communication et le travail de plaidoyer dans la lutte contre les fondamentalismes religieux.

Shareen Gokal
Administratrice principale de programme
Rédaction : Cassandra Balchin
Édition : Deepa Shankaran et Shareen Gokal
Graphisme : Allison Jack

Introduction

Les fondamentalismes religieux gagnent du terrain dans toutes les religions du monde – petites et grandes – et dans toutes les régions du monde. Selon les activistes des droits des femmes, ces mouvements ont connu un essor ces derniers dix ans et sont devenus plus visibles, plus stratégiques et plus agressifs. Les fondamentalismes religieux sont devenus un phénomène mondial répondant à des forces mondiales en changement et des politiques en matière de développement en changement. Dans un nouveau contexte mondial de néolibéralisme généralisé, de guerre au terrorisme et de hausse des politiques identitaires, ces mouvements gagnent du terrain non seulement dans les états « faibles » ou « non laïques », mais aussi dans les systèmes « laïques » et les démocraties.

Selon l'expérience des activistes des droits des femmes, un élément important de l'ascension récente des fondamentalismes religieux serait le retour de bâton contre l'amélioration des conditions des femmes, l'augmentation de l'autonomie des femmes et contre la reconnaissance de nouveaux cadres théoriques en matière de droits humains. Les fondamentalismes religieux travaillent dans les secteurs communautaire, national et régional, et au niveau international leur influence se fait de plus en plus grande : ils bloquent les efforts sur les traités concernant les droits, diluent le discours progressiste et créent des alliances pour immobiliser le système international de droits humains. Ces mouvements continuent de prendre de la force – en forgeant des liens internationaux ; en cooptant le langage de la justice en matière de droits et de genre ; en employant les médias et les technologies sophistiquées ; et en séduisant les gens en faisant appel au subjectif ou au matériel. En réponse à la montée de ces mouvements, par conséquent, les forces progressistes doivent aussi continuer de développer des stratégies efficaces pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux et pour reconquérir discours, espaces et individus.

Cette publication a pour but d'aider les activistes des droits des femmes et leurs alliés à approfondir et à partager leurs connaissances des groupes fondamentalistes et de leurs stratégies pour affaiblir les droits des femmes et les droits humains, et pour freiner le développement. Bien que les fondamentalismes religieux puissent avoir des impacts différents qui varient selon le lieu et le contexte, l'expérience de ces activistes montre que les similitudes sont plus importantes que les différences. Le fondamentalisme religieux est un phénomène d'envergure mondiale, qui requiert une réponse mondiale, organisée et consolidée. Tout comme les fondamentalismes religieux touchent différents secteurs géographiques, différents milieux et différents enjeux – qui sont traversés par un même fil conducteur –, la résistance menée par les défenseurs des droits humains peut aussi être aiguillonnée par une mobilisation diversifiée, transnationale et cohérente.

Une multitude de voix

Cette publication est basée sur les réponses de plus de 1 600 activistes des droits des femmes¹ à notre sondage et sur les entrevues de 51 expertes clés. Collectivement, ces activistes des droits des femmes représentent une multitude d'expériences : de moins de 16 ans à plus de 65 ans, elles se focalisent sur des régions et enjeux différents et sont touchées par différentes branches du fondamentalisme religieux. Elles travaillent à un niveau local, national, régional ou international, et au sein d'un grand nombre d'organisations, incluant les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations communautaires, les organisations gouvernementales, multilatérales, religieuses ou les universités. Les points communs de leurs expériences des fondamentalismes religieux sont ici mis en relief – leurs stratégies, leurs campagnes et leurs impacts.

1 En août 2007, l'AWID a lancé un sondage internet sur les fondamentalismes religieux et les droits des femmes. Plus de 2 000 réponses ont été reçues et les plus complètes d'entre elles, soient 1 602 réponses, ont été sélectionnées pour cette analyse.

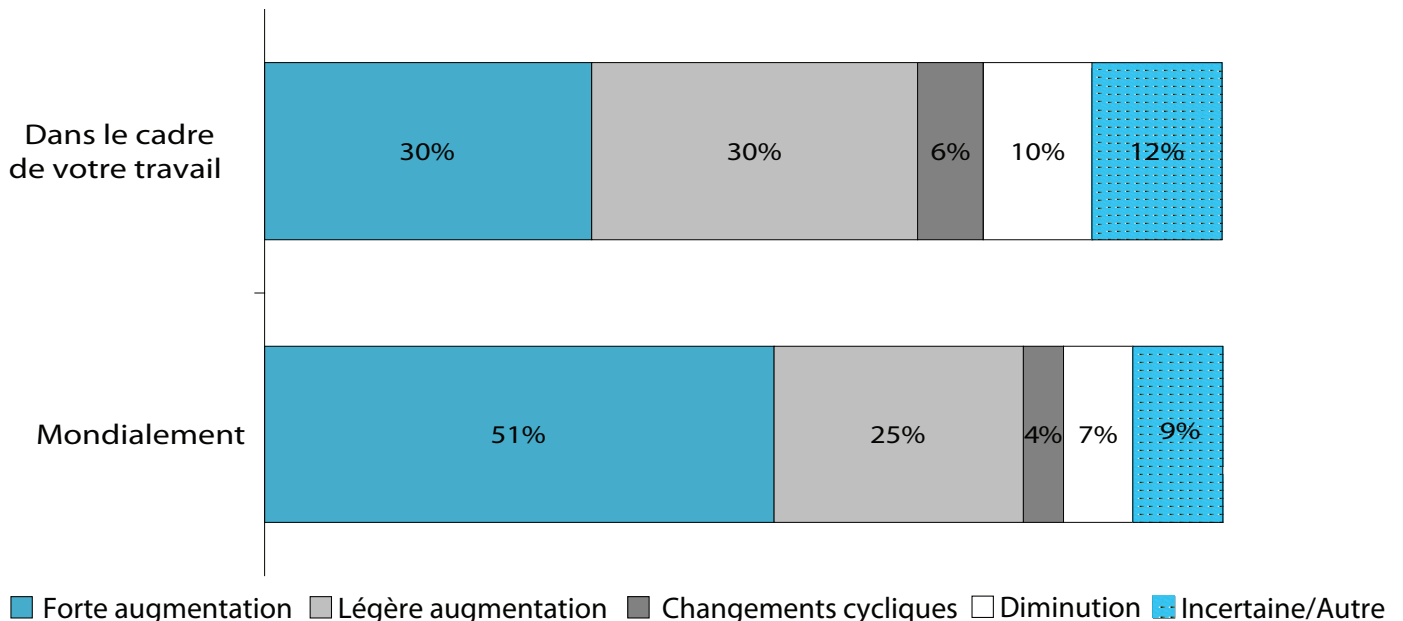
Une ascension mondiale dans toutes les religions et les régions

Les fondamentalismes religieux représentent un phénomène mondial en pleine ascension. Pour 76 % des activistes des droits des femmes interviewées par l'AWID, le pouvoir des fondamentalismes religieux a augmenté à l'échelle mondiale dans la dernière décennie. Les fondamentalismes religieux sont de mieux en mieux équipés pour modeler les normes et l'architecture sociales ; pour influencer les institutions internationales et les décideurs nationaux; et pour définir les lois et les politiques, notamment dans les secteurs des lois de la famille, des lois du statut personnel et des droits sexuels et reproductifs.

Les recherches de l'AWID montrent que les activistes des droits des femmes font face à des tendances fondamentalistes dans toutes les religions du monde, grandes comme petites. Le fondamentalisme influence leur travail d'une manière négative, que ce soit dans le bouddhisme, dans le catholicisme, dans le christianisme (incluant les formes évangéliques pentecôtiste et charismatique), dans l'hindouisme, dans le judaïsme, dans l'islam ou le sikhisme. Le fondamentalisme touche également les sectes religieuses géographiquement spécifiques telles que les mouvements ethnoreligieux comme les mungiki du Kenya, les kimbanguistes et le Bundu dia Kongo congolais, le candombé afro-brésilien, le tepehuán d'origine autochtone au Mexique, le chamanisme népalais et les nouvelles religions telles que l'Église de l'Unification (« Moonies » dans le monde anglophone) ou le Seicho-No-le affilié au shintoïsme japonais.

Il serait faux de dire que le fondamentalisme touche une religion plus qu'une autre. D'après les recherches faites par l'AWID, il serait également faux de prétendre qu'une religion en particulier n'est pas touchée par le fondamentalisme.

Figure 1 : Durant les dix dernières années, quels ont été les changements observés en matière de pouvoir des fondamentalismes religieux pour chacun des contextes suivants ?



Base : 1 602 participantes au sondage

Dans le contexte de la propagation rapide de la mondialisation néolibérale, d'un écart grandissant entre les riches et les pauvres, d'une incertitude croissante face à l'avenir, les fondamentalistes religieux se présentent comme justiciers et proposent un retour aux valeurs traditionnelles – ils conçoivent leurs campagnes en jouant sur les cordes sensibles des gens. Comme le souligne une activiste des droits des femmes : « Le monde est en train de changer à une vitesse fulgurante : cela est très déstabilisant pour nos cultures et il y a une tendance au sein de ces cultures à s'agripper aux éléments qui semblent stables, des forces intemporelles imaginées peut-être. » (Mab Segrest, États-Unis)

Les mouvements fondamentalistes brossent souvent un portrait révélateur de la société capitaliste moderne. Selon eux, celle-ci est peuplée d'individus aliénés, égoïstes et occupés à la recherche obsessionnelle du plaisir sans tenir compte des conséquences pour autrui. Comme solution à l'aliénation et au changement dans leur vie, le fondamentalisme recommande de préserver les rôles sexuels traditionnels, de s'investir dans sa famille et sa communauté. L'idéologie fondamentaliste se présente partout comme étant collectiviste et communautaire. (Une participante à l'enquête, Ouganda)

Les fondamentalismes religieux exploitent l'importance de la religion dans la vie des gens, en faisant appel aux définitions religieuses des concepts de "bien" et de "mal", et en offrant des certitudes, de l'espoir et des solutions rapides aux problèmes les plus complexes et subjectifs. Ils donnent un sentiment d'identité et d'appartenance et un sens à la vie des gens, et créent des communautés émotionnelles qui répondent aux besoins sociaux et existentiels du moment. À propos de l'attrait critique des Églises évangéliques d'Afrique, une activiste des droits des femmes souligne qu'il s'agit d'une « expérience cathartique et émotionnelle pour les femmes qui vivent une vie par ailleurs très difficile ». (Ayesha Imam, Nigéria). Plus que les fondamentalismes ethnonationalistes et culturels, ou que les autres types de politiques identitaires, les fondamentalismes religieux offrent des réponses aux questions métaphysiques, ce qui les rend particulièrement difficiles à résister.

Le message [des fondamentalismes religieux] plaît à différents groupes de la société. Beaucoup de nos sociétés sont en train de se transformer complètement et ce changement entraîne beaucoup d'incertitude. Les fondamentalistes offrent un message clair et simple, ce qui est très attrayant, en opposition aux messages plus nuancés des libéraux et des démocrates. Lorsqu'une personne se présente en tenue religieuse et déclare sa solution comme « le seul vrai message », plus besoin de penser. Cela facilite la vie des personnes à la recherche de certitudes. (Zainah Anwar, Malaisie)

À défaut de glorifier la pauvreté comme autrefois, on promet désormais richesse et prospérité ; on donne espoir dans les discours inspirateurs. Les fondamentalismes religieux ont acquis ainsi davantage d'autorité dans chaque pays. Les ministres du gouvernement, le monde des affaires, la jeunesse... sont entraînés à s'adhérer. (Hope Chigudu, Ouganda/ Zimbabwe)

Conservateur ou fondamentaliste ?

En travaillant sur cette question, on est souvent en désaccord sur les distinctions entre le conservatisme religieux et le fondamentalisme religieux. Dans certains contextes, les termes semblent être interchangeables, alors que dans d'autres, la ligne de démarcation est plus claire. Une distinction commune est que les conservateurs ont une pensée indépendante, alors que les fondamentalistes pensent pour les autres. Tel que l'a observé une activiste des droits des femmes : « D'une certaine manière, c'est une question de degrés, et il s'agit du degré avec lequel une personne croit que ses idées sont infaillibles et applicables à chaque circonstance... Le conservateur ne prendra pas nécessairement ses croyances d'un texte sacré, et ne fera pas nécessairement appel à une autorité au-dessus de la raison. » (Frances Kissling, États-Unis) Pour grand nombre d'observateurs, la nature absolutiste et intolérante des fondamentalismes religieux les distingue des autres forces conservatrices.

Mise en commun des expériences des fondamentalismes religieux

Malgré la variété des expériences des activistes des droits des femmes relatives aux fondamentalismes religieux, ces dernières s'entendent sur certains phénomènes qui recoupent toutes les particularités de chaque contexte. Dans l'étude de l'AWID, un nombre de caractéristiques clés définissant le fondamentalisme religieux semblent être communes à toutes les régions et à toutes les religions. La caractéristique la plus fréquemment mentionnée des fondamentalismes religieux est « absolutiste et intolérant », suivi de « antifemme et patriarcal ». Partout dans le monde, ces mouvements sont également décrits comme étant « liés à la politique et au pouvoir », « contre les libertés et les droits humains » et « violents ».

Selon les activistes des droits des femmes, les acteurs principaux des mouvements fondamentalistes se trouvent autant aux niveaux local que mondial, autant parmi les institutions religieuses que laïques, et autant chez les disciples que chez les dirigeants. Ils peuvent être des figures politiques ou religieuses actives, des organisations charitables ou des ONG, des organisations religieuses, des missionnaires ou simplement des membres des communautés et des familles.

Les caractéristiques clé des fondamentalismes religieux sont examinées de façon plus détaillée dans la publication de l'AWID intitulée « Des activistes des droits des femmes définissent les fondamentalismes religieux : mise en commun des expériences » (2008).

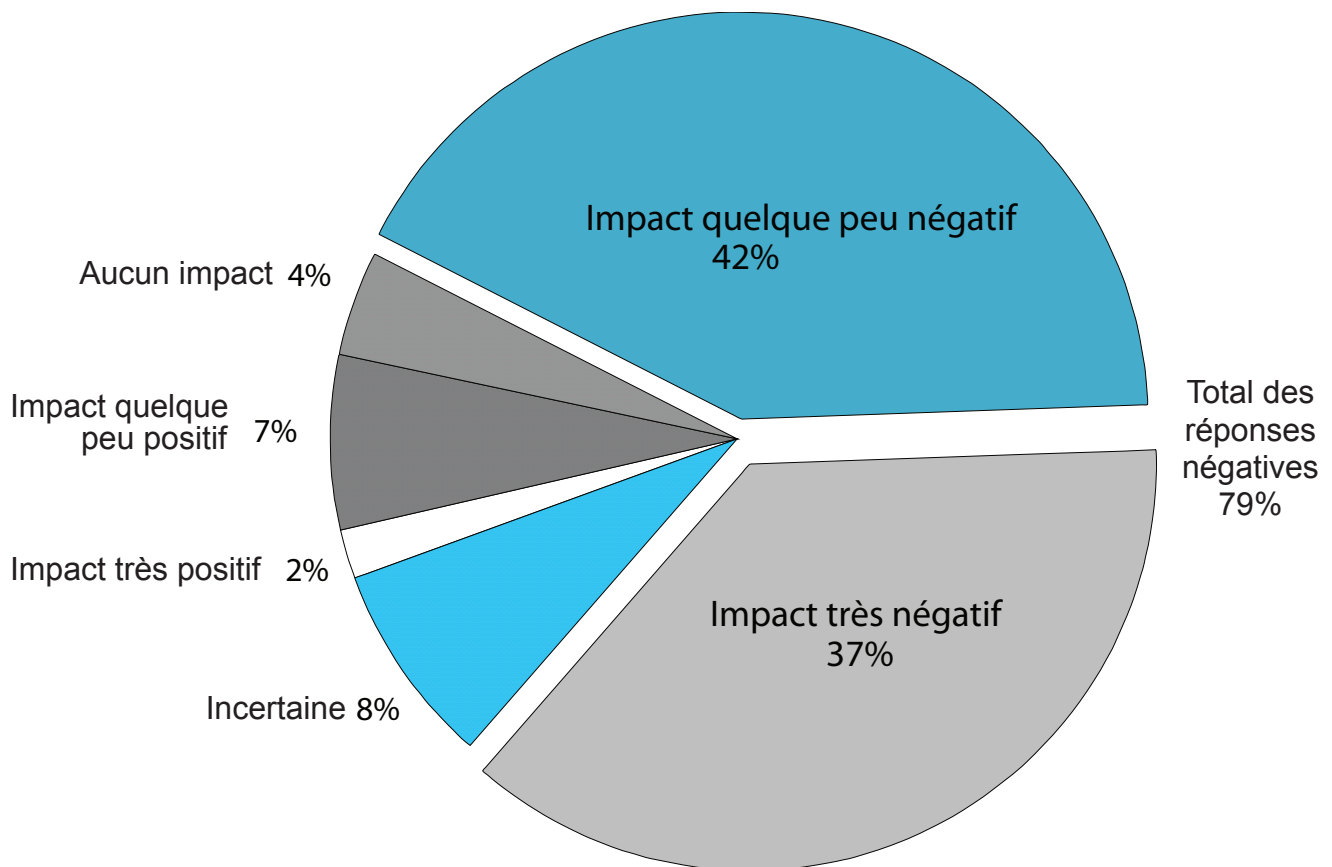
Bien que les mouvements fondamentalistes puissent varier au sein d'un même pays, et d'une même religion, la diversité est généralement limitée à une question de priorités. En effet, on retrouve souvent des similitudes dans des secteurs où on présumerait que les fondamentalistes religieux différencieraient le plus entre eux. Par exemple, les campagnes contre les droits sexuels et reproductifs semblent être une priorité pour les fondamentalismes catholique, orthodoxe et pentecôtiste, alors que la perception est que les fondamentalismes musulmans se concentrent davantage sur les codes vestimentaires. Cependant, les fondamentalismes pentecôtistes imposent également des codes vestimentaires et les fondamentalismes musulmans sont aussi anti-avortement : les valeurs de fond restent les mêmes, seules les priorités changent. Comme l'observe une activiste des droits des femmes kenyane, des objectifs communs peuvent aller jusqu'à inspirer des mouvements qui, en surface, semblent fondamentalement opposés : « Il y a quelques années, l'Église catholique du Kenya s'est alliée avec des organisations islamiques et des milliers de préservatifs ont été brûlés dans un parc public de Nairobi. C'était la première fois où deux groupes religieux opposés s'unissaient dans un objectif commun, soit de s'opposer aux préservatifs. » En effet, parmi les « trois forces fondamentalistes qui dominent les débats internationaux : l'islam, le catholicisme romain et le christianisme évangélique... les seules questions sur lesquelles elles s'entendent sont celles des limitations des droits sexuels des femmes et des autres groupes qui ont une identité et des pratiques non conventionnelles. » (Alejandra Sardá, Argentine)

Bien que les fondamentalismes religieux soient complexes et multidimensionnels, ce qui ressort le plus clairement dans l'étude sont les similarités avec lesquelles les activistes des droits des femmes de différentes religions et régions comprennent et vivent le phénomène. Nous partirons de ces similitudes pour construire des alliances et des stratégies transnationales pour contrer cette ascension mondiale des fondamentalismes religieux.

Un impact négatif sur les droits des femmes

Le sondage révèle que 8 activistes sur 10, de plus 160 pays du monde, affirment que les fondamentalismes religieux ont eu un impact défavorable sur les droits des femmes. Selon le sondage de l'AWID, les activistes citent plus de 600 exemples d'effets négatifs, autant physiques que psychologiques. Ils se manifestent sous forme d'un contrôle sur le corps, sur la sexualité, sur l'autonomie, et sur la liberté de circulation et de participation à la vie publique des femmes. Selon les activistes des droits des femmes, les impacts négatifs des campagnes fondamentalistes sont souvent interconnectés, multidimensionnels et prolongés. Pour le très petit pourcentage ayant signalé un impact positif, on citait souvent des raisons paradoxales. Par exemple, qu'il s'était développé une plus grande solidarité entre les groupes de femmes, unis contre les fondamentalismes religieux, ou encore que les fondamentalismes religieux menaient les personnes à abandonner complètement la religion.

Figure 2 : Dans les derniers dix années, quel est selon vous l'impact général des fondamentalismes religieux sur les droits des femmes dans le contexte de votre travail ?

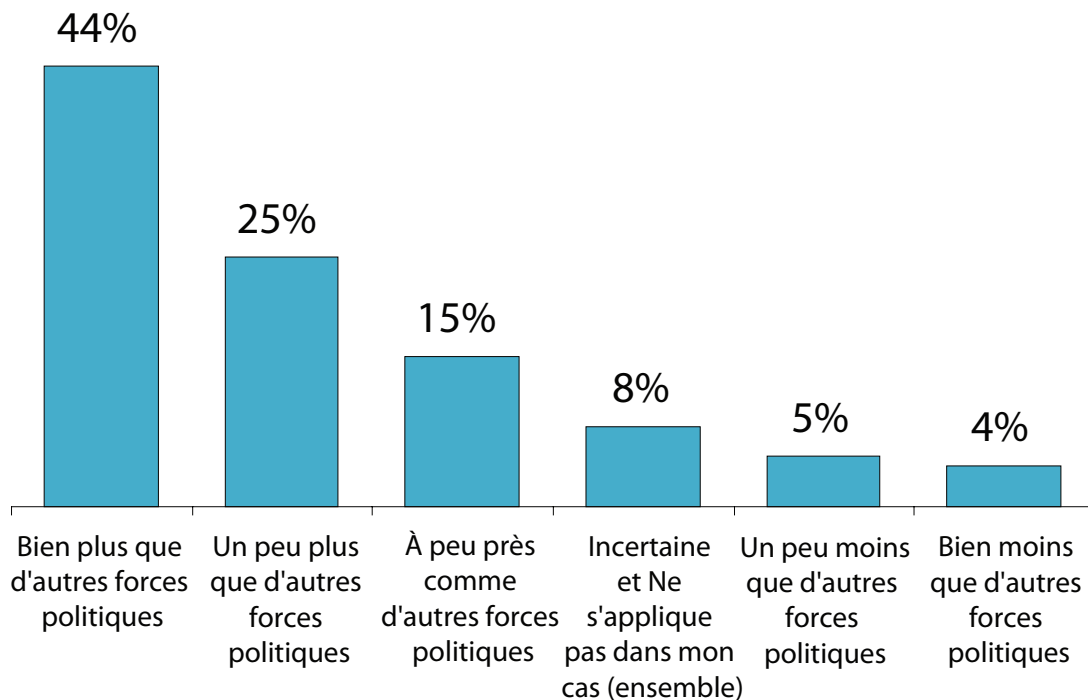


Base : 789 participantes au sondage

Plus de deux tiers des activistes des droits des femmes perçoivent les fondamentalismes religieux comme un plus gros obstacle aux droits des femmes que d'autres forces politiques. Ainsi, les fondamentalismes religieux représentent le défi politique principal dans la lutte pour les droits des femmes. Dans l'ensemble, les activistes des droits des femmes qui travaillent à un niveau international ont une perception plus négative de l'impact des fondamentalismes religieux que celles qui travaillent aux niveaux local et national. La raison est peut-être que les activistes locales sont en contact direct avec la résistance aux fondamentalismes religieux et sont plus près des obstacles à l'influence fondamentaliste. Mais cette différence peut aussi témoigner de l'importance qu'accordent les fondamentalismes religieux à pénétrer et à influencer la sphère internationale.

Les enjeux internationaux sont différents des enjeux locaux. Dans bien des cas, au niveau national, les États « cèderont » aux demandes progressistes en matière de droits des femmes à cause des pressions conjointes des donateurs internationaux et de l'opinion publique. Ils continuent toutefois d'agir au niveau international comme des "champions de la foi" parce qu'au niveau international, "la religion et la culture" sont préférées pour masquer les luttes de pouvoir. (Alejandra Sardá, Argentine)

Figure 3 : En comparaison avec d'autres forces politiques dans le cadre de votre travail, dans quelle mesure les fondamentalismes religieux entravent-ils les droits de la femme ?



Base : 1 594 participantes au sondage

L'impact sur les droits des femmes à l'échelle internationale

Selon l'expérience des activistes des droits des femmes, un facteur clé dans la montée actuelle des fondamentalismes religieux est le retour de bâton par rapport aux engagements mondiaux pour l'amélioration des conditions des femmes et leur autonomisation. La présence des fondamentalismes religieux à un niveau international remonte au début des années 1990 – le début d'un cycle de cinq rencontres de l'Organisation des Nations unies (ONU) au sujet des enjeux politiques dans un nouveau contexte de droits humains (Rio de Janeiro, Le Caire, Vienne, Beijing et Copenhague). Lors de chacune de ces conférences, les mouvements des droits des femmes ont présenté de nouvelles façons de concevoir le genre, la sexualité et la reproduction, et ont insisté sur le fait que les droits des femmes étaient des droits humains. Les fondamentalismes religieux ont réagi à l'attitude moderne de l'ONU, et à cette proposition timide de voir les droits des femmes comme des droits humains : ils ont réussi à ralentir de façon spectaculaire le progrès des droits des femmes, mais pas à l'arrêter. On remarque la même tendance à l'échelle régionale.

Le meilleur exemple a été la façon dont le fondamentalisme chrétien, les Églises évangélique et catholique et, à un moindre degré, les mouvements islamiques, se sont opposés à la ratification du Protocole Relatif aux Droits de la Femme en Afrique de l'Union africaine. Ils se sont prononcés haut et fort et ont investi d'importants montants dans la publicité afin de catégoriser le Protocole comme un instrument « pro-avortement ». Leur accès facile à de grandes communautés au sein desquelles ils peuvent perpétuer ces mythes, ainsi que le financement qu'ils reçoivent, rend cette lutte particulièrement difficile. (Une participante à l'enquête, Kenya/Royaume-Uni)

Depuis sa fondation, l'ONU et ses agences se sont adressées aux institutions religieuses, les considérant comme une source de crédibilité et comme des instruments pour la réalisation de programmes d'éducation, de santé et de services humanitaires. Ainsi, ces institutions religieuses ont obtenu disproportionnellement plus de pouvoir dans la sphère internationale que d'autres organisations de la société civile. Grâce au rôle particulier de la Cité du Vatican comme État non membre de l'ONU, et du statut spécial de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), les forces fondamentalistes sont bien placées pour influencer sur les politiques internationales. Lors de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire (1994), la Cité du Vatican a coordonné les efforts pour stopper les travaux d'un plan d'action sur l'avortement en soulevant un débat à propos d'un seul paragraphe. Du même coup, le Vatican a pu bloquer les autres tentatives d'avancement des droits reproductifs tels que l'accès des adolescentes et adolescents à l'éducation sexuelle et l'approvisionnement en contraceptifs. Les groupes religieux fondamentalistes ont eu un impact sur le discours des agences de l'ONU sur les droits des femmes, spécialement en ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs. Par exemple, les accusations portées contre l'UNICEF par rapport à son travail sur les droits reproductifs ont poussé l'UNICEF à revenir sur ses paroles, pour ne pas dire sur ses pratiques. Beaucoup plus alarmant encore, pour son succès au sein de l'ONU, l'administration Bush a permis aux fondamentalismes religieux, en particulier à ceux du Vatican, de se faire invisibles. Ainsi, le gouvernement états-unien prenait des positions nocives aux droits des femmes.²

² L'AWID aimerait remercier Frances Kissling pour son apport à cette section.

Je crois que les confrontations ont été plus grandes pendant et après le Plan d'action du Caire, ainsi que pendant tout le travail de dissémination de l'information au sujet du Plan d'action du Caire et du Programme d'action de Beijing. Durant cette période nous avons fait face à de très fortes oppositions aux actions revendicatrices et à une participation accrue des groupes fondamentalistes religieux. Depuis, on est témoins d'une montée constante du fondamentalisme, autant au niveau national qu'international. (Susana Chiarotti, Argentine)

En 2000, la droite religieuse des États-Unis a mené des efforts conjoints pour créer une coalition internationale interreligieuse composée d'ONG et de membres du gouvernement. Ce retour de bâton venait en réponse à une opinion publique devenue de plus en plus favorable aux droits des femmes grâce à une série de conférences de l'ONU. Les ONG de la droite religieuse ont fait pression pour que les états conservateurs, membres de l'ONU, s'allient et votent pour déstabiliser les nombreux acquis des femmes lors de conférences précédentes de l'ONU. Ils se sont aussi entendus pour bloquer tout soutien additionnel des gouvernements envers les ONG des droits des femmes en organisant un bloc de vote. La coalition incluait la Cité du Vatican; les gouvernements conservateurs islamiques comme ceux du Soudan, de l'Iran, de la Libye, du Pakistan ; ainsi que les gouvernements conservateurs catholiques. Quand George W. Bush est devenu président, les États-Unis se sont joints à la coalition. (Jennifer Butler, États-Unis)

Au moment d'évaluer l'impact international des fondamentalismes religieux sur les droits des femmes, il est important de se rappeler que ce n'est pas seulement que ces derniers se font plus puissants, mais aussi que l'influence des mouvements de femmes se fait plus faible. Les organisations internationales de droits humains et les activistes de droits sexuels ont remplacé les mouvements de femmes dans leur poste de défenseuses principales des femmes à l'ONU. Si la cause de cette plus faible présence exige plus de recherches, ses conséquences sont claires si l'on regarde les historiques des sujets prioritaires des forums mondiaux. Une activiste des droits des femmes explique cette tendance en l'illustrant du sort réservé à deux types distincts mais reliés de violation des droits humains : la criminalisation des pratiques consensuelles entre deux individus du même sexe et la criminalisation de pratiques hétérosexuelles consensuelles à l'extérieur du mariage. « La première est l'une des questions les plus discutées à l'ONU, et on la mentionne à presque chaque réunion de chaque organe. Parmi ces opposants les plus forts, on compte l'Union européenne, grand nombre de pays d'Amérique latine, certains pays d'Asie, et un réseau d'organisations de la société civile. Beaucoup d'entre eux sont basés aux États-Unis ou en Europe et disposent d'un important financement pour mettre en pratique ce blocage. La seconde question est rarement abordée dans les élégantes salles de l'ONU. Elle est bien sûr controversée, mais ne bénéficie du soutien d'aucun activiste, d'aucun financement, et d'aucun État. » (Alejandra Sardá, Argentine)

Le contrôle de la sexualité, du corps et de l'autonomie des femmes

Dans le discours fondamentaliste, les femmes reproduisent et symbolisent l'identité collective de la communauté, d'où leur obsession avec le contrôle du corps, de l'autonomie des femmes, et avec des rôles sexuels rigoureusement définis. Selon les activistes des droits des femmes, ces campagnes fondamentalistes visent à réduire les droits reproducteurs, à surveiller « la moralité » et à imposer des normes rigides d'identité sexuelle. Bien que les mouvements fondamentalistes

puissent différer dans leurs priorités selon les régions et les religions, partout, ces campagnes ont des conséquences sérieuses sur les corps et l'autonomie des femmes et sur les droits des personnes et des communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexuées (LGTBQI).

Les droits reproductifs

Lorsqu'interrogées sur l'impact du fondamentalisme religieux sur les droits des femmes, près de la moitié (46 %) des activistes des droits des femmes donnent un exemple direct sur la santé et les droits reproductifs. En Inde, par exemple, les fondamentalistes hindous promeuvent la pratique du jeûne total de 24 heures dans le festival Teej, au cours duquel les femmes doivent jeuner pour la longue vie de leur mari – sans permettre aux femmes enceintes ou allaitant de s'y abstenir. Au Libéria, les ministres fondamentalistes découragent les femmes de solliciter des soins médicaux à l'accouchement, les assurant que « Dieu veillera sur vous ». Nombreuses femmes perdent la vie en accouchant dans des églises.

Refuser de reconnaître que les droits reproductifs sont des droits humains fait en sorte que les femmes n'ont ni accès aux services de santé de base, ni les moyens de prévenir les grossesses non désirées ou de se protéger des maladies transmissibles sexuellement (MTS), incluant le VIH/sida. Aux Philippines, une activiste des droits des femmes explique qu'un « projet de loi sur la santé reproductive des femmes a été rejeté en entier » à cause du fait que l'Église catholique est anticontraception et que les prélats comme le clergé catholiques sont influents. Les descriptions détaillées des impacts négatifs par les activistes des droits des femmes portent notamment sur le thème de l'accès aux moyens de contraception et à l'avortement, et comportent souvent des composantes propres à la classe sociale ou au contexte. La récente décision de la Supreme Court of the United States dans le cas de *Gonzales v. Carhart* a rendu illégal l'avortement thérapeutique en fin de grossesse, procédure principalement exécutée chez les femmes à revenu modique et les minorités, ainsi que dans les cas où la grossesse pourrait compromettre la santé ou la vie des femmes. En Pologne, l'opposition à l'avortement est tellement violente qu'elle empêche le discours féministe d'élargir le cadre des droits sociaux et économiques pour y inclure les droits reproductifs. Rappelons-nous que le droit à l'avortement est inséparable du droit d'avoir des enfants et du droit à la sécurité économique pour pouvoir subvenir à leurs besoins.

[En 2007] il y a eu une campagne contre l'éducation sexuelle dans les écoles secondaires. C'est le groupe fondamentaliste religieux Union of Orthodox Parents (union des parents orthodoxes) qui a lancé la campagne dont le slogan principal était [grosso modo] : « Pas besoin d'éducation sexuelle pour donner naissance à un enfant ! » (Une participante à l'enquête, Géorgie)

Les impacts dans le cadre élargi de la santé et du développement

L'étude de l'AWID révèle les impacts négatifs des fondamentalismes religieux sur la santé et le développement de la collectivité. Le Vatican a fait pression pour stopper les campagnes de vaccinations de tétanos aux Philippines, en Bolivie et au Mexique, sous prétexte que la vaccination contenait un agent stérilisant. De même, les fondamentalistes musulmans au Nigeria et en Inde se sont opposés au vaccin de la polio en affirmant qu'il s'agissait d'un « complot » pour introduire le sida dans leur pays et pour rendre les musulmans infertiles. Au Pakistan, une campagne fondamentaliste contre le vaccin de la polio a mené à l'assassinat de cinq travailleurs de la santé en moins de deux ans. Le numéro de cas de polio a ultérieurement augmenté dans les régions du nord.

Un projet de loi pour la protection des victimes de crimes contre l'autonomie sexuelle a été rejeté à cause de l'influence des groupes fondamentalistes. Il n'y a donc aucun service de soins à cause de ces groupes. (Une participante à l'enquête, Paraguay)

« Moralité » et sexualité

Les fondamentalismes religieux font preuve d'une préoccupation nette pour la « moralité » et la sexualité, bien que chaque campagne ait des priorités différentes selon les régions ou les religions. L'expérience des activistes des droits des femmes démontre que les priorités des fondamentalismes catholiques et chrétiens sont : l'abstinence comme moyen de contraception et attendre au mariage pour vivre la sexualité. Les corps des jeunes sont spécialement politisés et moralisés. Au Nigeria, les tests de virginité ont été introduits comme une condition préalable à l'obtention de bourses ou de diplômes pour certains établissements chrétiens. La droite chrétienne des États-Unis, quant à elle, fait la promotion de la virginité à travers des « bagues de pureté » et des « bals de pureté », où les pères promettent de protéger la pureté de leurs filles et où les filles s'engagent à demeurer vierges jusqu'au mariage. Le fait d'empêcher les femmes et les filles de prendre en charge leur propre sexualité mène à l'acceptation passive de la transmission du VIH et d'autres MTS, ainsi qu'à des grossesses non planifiées et non désirées. Surtout en Afrique subsaharienne, la région la plus frappée par le VIH/sida, les groupes fondamentalistes religieux mettent beaucoup d'accent sur l'abstinence.

Parler d'abstinence dans un contexte culturel où les femmes n'ont pas le contrôle de leur santé reproductive est dangereux... Les programmes considérant l'abstinence comme la seule option, les préférés de l'Église, non seulement ignorent les réalités de la vie, mais aussi les contextes socioculturels et économiques dans lesquels vivent des femmes. (Une participante à l'enquête, Kenya)

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, chez les fondamentalismes musulmans, l'accent sur la « moralité » et sur la sexualité prend la forme de campagnes en faveur du voile, des Hudud (criminalisant les relations sexuelles à l'extérieur du mariage) et les restrictions sur la liberté de circulation des femmes. Dans beaucoup de contextes, les acquis par rapport à la visibilité générale des femmes sont nouvellement menacés. Une activiste des droits des femmes indienne parle des libertés dont jouissaient les femmes avant, et explique qu'elles sont de plus en plus restreintes par les fondamentalistes : « Les femmes étaient capables de circuler librement dans mon enfance et ma jeunesse. Elles allaient dans les parcs publics, en vacances, assistaient à des festivals, se rendaient aux deux rivières pour faire leur lessive. Tout cela a disparu à cause de l'influence grandissante des interprétations fondamentalistes des saintes écritures. »

Il y a une atmosphère d'insécurité : c'est dangereux d'être à l'extérieur, une femme ne devrait pas être en public... [Les fondamentalistes disent] « vous pensiez que vous étiez encore libres de faire ces choix ? Et bien vous ne l'êtes pas. Si vous faites ces choix, une multitude de dangers vous guetteront et personne ne vous protégera ». Le discours sur la protection est en train de remplacer le discours sur les droits humains. (Sara Hossain, Bangladesh)

Contrôler la sexualité, le corps et l'autonomie des femmes peut être une fin en soi pour les fondamentalistes religieux, ou simplement un moyen d'atteindre de plus grands objectifs : prouver leur dominance politique ou nationaliste, par exemple. Les activistes des droits des femmes se concentrant sur les fondamentalistes musulmans notent que, dans certains cas, le voile a l'utilité politique de marquer les frontières entre communautés et de distinguer les membres des non-membres, alors que, dans d'autres cas, ce même voile est un marqueur de l'influence fondamentaliste. Alors que les fondamentalistes musulmans prétendent souvent être à la défense des faibles et des démunis, rarement se fieront-ils à ces derniers pour évaluer leur succès. Selon une activiste des droits des femmes : « Éradiquer la pauvreté et la corruption est difficile. Il est beaucoup plus facile de s'en prendre aux femmes dépourvues de pouvoir et de déclarer sa victoire. L'Hijab devient ainsi une façon facile et visible de montrer des changements ; faire en sorte que les femmes restent à la maison et soient obéissantes est une chose bien plus facile à accomplir. » (Zainah Anwar, Malaisie)

Pour prouver notre dominance politique sur d'autres groupes, nous pouvons soit élever notre drapeau au sommet d'un édifice, ou encore mieux, envelopper les femmes dans notre drapeau noir pour les faire marcher partout dans les rues de la ville... Si chaque femme du quartier est complètement voilée, nous avons des drapeaux sociaux et politiques partout et nous avons établi notre domination. (Yanar Mohammed, Iraq)

La politisation du corps des femmes est chose courante dans les mouvements fondamentalistes. En Serbie, où les fondamentalistes religieux tiennent les femmes pour responsables de la dénatalité, le chef de l'Église orthodoxe avertit souvent les femmes dans ses épîtres, que se faire avorter, ou choisir de ne pas avoir d'enfants, feront d'elles des « meurtrières » ou des « pécheresses ». À Ahmadabad, les fondamentalistes hindous ont déclaré que l'avortement était un « meurtre », dans le contexte de la campagne nationaliste hindou pour « encourager tous les hindous à développer un sentiment d'appartenance à une communauté "dominante", ou à risquer de devenir une minorité opprimée. » (Une participante à l'enquête, Inde) La double utilité de ces campagnes est souvent évidente : certaines manifestations contre l'avortement condamnent les femmes travailleuses en exigeant qu'elles cèdent leur emploi à des hommes au chômage.

Au cœur de tous les fondamentalismes religieux se trouve une réorganisation des notions de masculinité et de féminité. Il y a donc pression sur les hommes pour qu'ils contrôlent leurs femmes : « Fais-les rentrer à la maison. Impose-leur un comportement qui soit acceptable. Sinon tu n'es pas un homme ». (Gita Sahgal, Royaume-Uni/Inde)

Les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexués (LGBTQI)

Tous les fondamentalismes religieux s'opposent catégoriquement à l'expression d'une sexualité à l'extérieur du mariage hétérosexuel. Cette attitude s'insère dans un discours plus large sur la promotion de rôles sexuels très rigides. C'est en ces mots qu'une activiste des droits des femmes explique l'obsession avec la sexualité des fondamentalistes religieux : « Le fondamentalisme s'acharne plus sur le genre, la sexualité et à la famille que sur l'ethnicité. Des retours de bâton envers les nouvelles libertés de reproduction et les droits des lesbiennes et des homosexuels... ont été canalisés pour renforcer, à long terme, ce type spécifique de masculinité. » (Mab Segrest, États-Unis)

Selon l'expérience de la majorité des activistes des droits des femmes, l'intransigeance de la position des fondamentalistes religieux par rapport à la diversité sexuelle montre que les fondamentalistes religieux s'entendent pour être contre les droits des LGBTQI, malgré les différences selon les régions ou les religions. Par exemple, les campagnes fondamentalistes religieuses incluent des manifestations, des émissions radiophoniques et des sermons par le conseil chrétien des Bahamas (Bahamas Christian Council) contre les personnes de la communauté LGBTQI. À Maurice, une manifestation fondamentaliste a bloqué le défilé de fierté des lesbiennes et des homosexuels en « traitant la communauté homosexuelle de bestiale ». Une activiste des droits des femmes remarque qu'en Amérique centrale les questions de diversité sexuelle peuvent à peine être abordées dans les débats législatifs sans confrontations des fondamentalistes religieux. « Il semble toujours y avoir un prétexte religieux pour ne pas accepter une loi de la communauté LGBT[QI]. » (Une participante à l'enquête, Venezuela)

Les fondamentalismes religieux ont tendance à imposer aux femmes des identités unificatrices. La lutte pour le contrôle du corps et de la sexualité des femmes est également liée à la délimitation des frontières entre les personnes qui sont à l'intérieur du groupe, et celles qui sont à l'extérieur du groupe. (Sylvia Estrada-Claudio, Philippines)

Selon une activiste des droits des femmes, le bloc islamique (le OCI et le groupe régional africain de l'ONU, présidé d'abord par l'Algérie et ensuite par l'Égypte) représente présentement la plus grande menace internationale à la décriminalisation de l'avortement et de toutes les formes de relations sexuelles consensuelles à l'extérieur du mariage, qu'elles soient hétérosexuelles (crime de l'adultère) ou homosexuelles (crimes de la sodomie et de sexualité contre l'ordre de la nature, etc.). Elle remarque que les états islamiques ont mené des actions de plaider au sein de l'ONU pour inclure les « droits du fœtus » dans les résolutions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale contre l'exécution sommaire et la peine de mort. Cependant, « une telle passion ne se manifeste jamais dans la défense de la vie de personnes déjà nées, mais homosexuelles, puisque ces mêmes États ont aussi réussi à exclure toute référence propre à l'orientation sexuelle comme raison non valable pour l'exécution et ils sont même allés jusqu'à se justifier en disant que cela faisait partie de leurs "traditions culturelles". » (Alejandra Sardá, Argentine)

Diminution des droits des femmes dans la sphère publique

Les fondamentalismes religieux naturalisent les rôles sexuels et cherchent à diminuer la participation des femmes dans la vie publique. Par exemple : en Russie, l'Église orthodoxe a ravivé les stéréotypes du « rôle naturel » des femmes, les reléguant à la sphère domestique. En Asie du Sud-Est, les interprétations fondamentalistes du bouddhisme enseignent aux garçons à mener et aux filles à servir. Chez les baptistes du sud (Southern Baptists) aux États-Unis comme chez les groupes musulmans militants du Pakistan, d'Érythrée, de France, de Malaisie ou de Serbie ; tous ces fondamentalistes religieux cherchent à limiter l'accès des jeunes femmes à l'éducation.

Ce phénomène a particulièrement influencé la participation politique des femmes. Aux Philippines, les activistes des droits des femmes perçoivent la promotion de la supériorité masculine faite par l'Église fondamentaliste Iglesia ni Cristo comme la cause d'une baisse considérable du nombre de femmes au pouvoir dans la politique locale et nationale. Ironiquement, au Bangladesh, l'organisation fondamentaliste Jamaat-i-Islami s'est intégrée au gouvernement grâce à une femme première

ministre, Begum Khaleda Zia – ce qui ne l’empêche pas de mener campagne contre le leadership de femmes, qu’ils caractérisent de « non islamique ». Les doctrines fondamentalistes catholiques et évangéliques chrétiennes en Amérique centrale et au Mexique découragent fortement la participation des citoyens, particulièrement des femmes, aux actions de plaidoyer pour la défense des droits, aux affaires civiques et à la politique locale. Quand il s’agit de s’opposer aux politiques progressistes de l’état, cependant, les mouvements fondamentalistes vont encourager la participation des citoyens.

Les groupes fondamentalistes continuent d’empêcher les femmes non seulement de s’engager dans une participation politique, mais aussi d’adopter un rôle public dans la religion. Par exemple, au sein de la Church of God (Église de Dieu) au Guatemala, les femmes des régions rurales sont obligées de s’asseoir à l’extérieur si elles amènent avec elles leurs filles. Dans les mosquées du monde entier, on continue d’évoquer des raisons religieuses pour justifier l’invisibilisation des femmes adeptes.

Les activistes des droits des femmes concèdent que certains groupes fondamentalistes religieux offrent quand même aux femmes quelques occasions de prendre des positions au pouvoir, en les encourageant à s’en tenir à certaines professions où elles sont davantage acceptées socialement. On nommera également certaines femmes à des postes d’élaboration des politiques clés dans un geste purement symbolique. Cependant, ces mesures ne font que coopter le langage du genre et des droits de la personne pour activer les femmes au service d’un projet fondamentaliste spécifique.

Traditionnellement, la religion s’adresse aux hommes, le rôle des femmes n’était que de croire et de perpétuer les traditions. Les fondamentalismes religieux [ont] changé l’équation en accordant aux femmes plus d’importance. On met les femmes en vedette, aparamment on les écoute et on prend en compte leurs opinions. En réalité, cependant, les femmes sont manipulées par ceux qui détiennent le pouvoir, pour contrôler les autres, comme le marionnettiste contrôle sa marionnette. (Pramada Menon, Inde)

Un impact psychologique : réduire les occasions de penser et d’agir

Tous les impacts des fondamentalismes religieux ne sont pas forcément tangibles et mesurables. Pour les activistes des droits des femmes de milieux aussi différents que le Bangladesh, le Royaume-Uni et le Nigeria, c’est la normalisation rampante des messages fondamentalistes religieux qui suscite le plus d’inquiétudes.

Partout dans le monde, les activistes des droits des femmes fournissent des exemples du profond impact psychologique des fondamentalismes religieux – une réalité qui n’est souvent pas reconnue. Les messages des fondamentalismes religieux sont internalisés et deviennent une partie intégrante de l’identité des gens. Ils arrivent ainsi à restreindre l’espace pour la dissidence, et ce, beaucoup plus habilement que d’autres systèmes patriarcaux. S’opposer et résister à ces messages peut entraîner de graves conséquences psychologiques. Comme l’explique une activiste des droits des femmes, « les fondamentalismes religieux mettent fin à toute introspection chez les femmes » (Dorothy Aken’Ova, Nigeria). Ils limitent le questionnement et les choix, érodent l’identité et l’autonomie, et augmentent les sentiments de peur et de colère.

En Union soviétique, l'état apportait une aide aux femmes pour leur permettre d'assurer leur double rôle [celui de pourvoyeuse domestique et économique]. Après la chute de l'Union, toutes ces institutions disparurent, mais la structure des rôles resta, donc la religion reprit vie. Les femmes subissaient des pressions de tous côtés... « Il faut que tu fasses ceci parce que la religion dit que c'est ton devoir ; rester un niveau plus bas que l'homme. » Comment est-il possible pour les femmes d'avoir une personnalité dans de telles circonstances ? (Anonyme, Asie centrale).

En Indonésie, certaines pensions pour jeunes femmes de Majlis Mujahidin ont comme politique de restreindre l'expression des femmes, puisque selon eux, l'expression des femmes causerait le fitnah [chaos social]. Beaucoup d'étudiantes de ces écoles ont développé, en grandissant, une personnalité passive. En général, les anciennes étudiantes de ces écoles ne parlent pas franchement à leur mari. (Une participante à l'enquête, Indonésie)

Il y a une certaine mesure de chantage spirituel : si les membres ne se plient pas, ils mourront et iront en enfer. Cela met fin à tout questionnement. (Dorothy Aken'Ova, Nigeria)

Dans l'objectif de normaliser l'inégalité entre les femmes et les hommes, les fondamentalistes remplacent le langage de l'égalité par celui de la « complémentarité », qui veut que les femmes et les hommes possèdent des rôles différents, mais complémentaires. Ce modèle est caractérisé par l'imposition de rôles sociaux rigides et par la ségrégation des femmes et des hommes dans les sphères publique et privée. Dans bien des cas, l'imposition des valeurs fondamentalistes déracine et nie les valeurs culturelles existantes. En discutant du port généralisé du voile dans certains contextes, une activiste des droits des femmes observe « l'impact profond sur la façon dont les femmes se perçoivent et se définissent elles-mêmes. Avec le temps, on commence à se justifier : "C'est la bonne chose à faire ; les femmes doivent se comporter ainsi." ». (Mona Mehta, Inde) Pour les jeunes femmes qui internalisent ce sentiment d'inégalité, les dégâts psychologiques peuvent être considérables.

Je crois que le plus grand impact porte sur les nombreuses femmes qui croient et ressentent qu'elles n'ont pas le droit d'avoir de droits. Que les décisions à propos de leur vie, de leur esprit, de leur corps, sont influencées par les autres et peuvent être prises par les autres. Cela revient à accepter qu'elles soient des citoyennes de deuxième ordre. (Lucy Garrido, Uruguay)

C'est dans ce contexte qu'une activiste des droits des femmes attire notre attention sur le taux élevé de suicide chez les femmes en Iran – quatre fois et demie celui des hommes et plus fréquent chez les jeunes femmes que chez les femmes plus âgées. « Beaucoup de ces suicides sont publics : les femmes iront sur leur toit, dans leur cour, au parc, au milieu de la rue et elles se brûleront. Parfois elles se jeteront devant une voiture ou devant un train. Selon moi, ce sont des signes de crise et de lutte. » (Homa Hoodfar, Canada/Iran)

Nombre d'adeptes ont exprimé leur colère et leur frustration face à l'usurpation et la politisation de leur religion par les fondamentalistes religieux. Il y a une pression de toujours devoir prouver sa loyauté envers sa religion, au risque d'être exclu de la communauté. Environ une activiste des

droits des femmes sur dix a été elle-même exclue de sa communauté, ou connaît une personne l'ayant été. L'exclusion est la violence psychologique la plus grave (et elle est souvent accompagnée de la violence physique de l'exil). Au Cameroun, par exemple, une jeune femme a été bannie de sa mosquée pour avoir porté un pantalon pendant un long voyage d'autobus. Au Mexique, l'Église catholique a menacé d'excommunier les représentants du congrès votant en faveur de la légalisation de l'avortement. Dans les pays où il existe une tension minorité-majorité, il y a souvent la pression additionnelle de devoir prouver sa loyauté soit au pays, soit à l'identité collective, tels que définis respectivement par la majorité ou par les chefs de la communauté. Les séquelles psychologiques sont graves et tardent à guérir ; tout particulièrement pour les groupes marginalisés.

Il est arrivé plusieurs fois que les dirigeants de l'Église, y compris le président, aient réclamé le meurtre, la lapidation [ou] l'emprisonnement des homosexuels. Les impacts sur les lesbiennes, bisexuelles et transgenres sont multiples... car grand nombre d'entre elles ne pourront jamais assumer leur sexualité, même auprès d'elles-mêmes, même si ces femmes sont influentes, même si ce sont des activistes, parce qu'elles seront inévitablement exclues de la famille étendue, très importante dans la culture, ainsi qu'exclues des réseaux de parenté très forts. Elles seront probablement humiliées et condamnées. Beaucoup d'entre elles seront victimes de violence des hommes (et des femmes) de leur famille et de leur communauté. (Une participante à l'enquête, Fidji)

Violence faite aux femmes

Les activistes des droits des femmes mentionnent fréquemment une augmentation de la violence faite aux femmes comme une des répercussions des fondamentalismes religieux, en particulier comme une conséquence des entraves aux droits des femmes dans la famille, et comme conséquence du fait de vouloir contrôler le comportement des femmes en général.

Dans le fondamentalisme islamique, en Algérie ou dans certains segments de la société française, on croit que les femmes qui ne se plient pas au code de conduite très stricte demandent à être violées, agressées, harcelées ; qu'elles demandent à perdre leurs privilèges à l'extérieur de la maison ou encore qu'elles cherchent à subir d'autres formes de violence physique et psychologique. Parmi ces transgressions : être à l'extérieur de la maison pendant ou après la tombée du jour et assister à des événements sportifs. (Une participante à l'enquête, États-Unis)

Grand nombre de participantes relatent les inégalités juridiques et structurelles compromettant les choix et la sécurité des femmes. Les fondamentalistes chrétiens au Zimbabwe, par exemple, sont souvent à l'origine des restrictions des lois sur le divorce et des réformes de l'assistance sociale qui le rendent presque impossible pour une femme de quitter une relation violente. Selon les activistes des droits des femmes, les fondamentalismes religieux perçoivent souvent les mesures officielles de protection des femmes comme une atteinte au statut des hommes. Par exemple, quand un membre du parlement zimbabwéen s'est opposé à une loi voulant rendre criminelle la violence domestique, il a donné l'argument suivant : « Je suis le représentant du Dieu Suprême. Les femmes ne sont pas égales aux hommes. C'est une loi dangereuse et vous pouvez maintenant considérer que les droits, les privilèges et le statut des hommes au Zimbabwe n'existent plus. » (Une participante à l'enquête, Uganda/Zimbabwe)

Je suis enseignante et activiste sur la violence conjugale. Les fondamentalismes religieux enseignent que les femmes appartiennent à la maison et qu'elles doivent se soumettre à l'autorité de leur mari. Par conséquent, les femmes fondamentalistes chrétiennes sont très réticentes à quitter un partenaire violent. Beaucoup d'entre elles croient qu'elles doivent choisir entre leur foi et leur sécurité. (Une participante à l'enquête, États-Unis)

Dans la province du Panjab, au Pakistan, une femme ministre au gouvernement a été tuée par balle par un homme qui a justifié ses actes en disant que c'était « contre l'ordre naturel » pour une femme d'avoir autorité sur les hommes. (Une participante à l'enquête, Canada)

Dans d'autres contextes, les fondamentalistes religieux mènent campagne contre les lois susceptibles de réduire la violence faite aux femmes. Par exemple, en 1995, le Congrès musulman de Sri Lanka a mené une campagne fructueuse contre l'application à la communauté musulmane d'un âge minimum au mariage. Une des premières actions du régime post-révolution en Iran a été d'annuler les acquis des femmes dans le Droit de la famille. Au Pakistan, les fondamentalistes religieux ont tenté maintes fois d'enlever aux femmes leur droit légal de choisir leur époux, ce qui a encouragé les mariages forcés et les soi-disant crimes d'honneur. Dans des contextes aussi divers que ceux de Bahreïn, du Mali ou de l'Afrique du Sud, les pressions religieuses fondamentalistes freinent le progrès du Droit de la famille. En Ouzbékistan et en Thaïlande, les activistes des droits des femmes signalent que les fondamentalistes musulmans ont causé une augmentation de la polygamie. Les fondamentalismes religieux font souvent la promotion du mariage à un jeune âge, avec ou sans le consentement de la jeune femme, et avec peu considération pour la loi.

Ils parviennent à convaincre les parents, les filles et même les garçons d'accepter le mariage avant l'âge légal. Ils ont à leur disposition du financement de grandes organisations [pour] convaincre les gens. Ils utilisent également les lieux de culte pour persuader les parents d'enseigner à leurs filles à être soumises aux hommes, en affirmant que telle est la volonté de Dieu. (Une participante à l'enquête, Guinée)

Une activiste des droits des femmes note que, « quand les États s'attaquent aux avancements nationaux et internationaux en glissant dans le système juridique des valeurs qui tolèrent et même perpétuent la violence faite aux femmes, on diminue les chances pour les femmes d'accéder à la justice et de faire valoir leurs droits humains». (Une participante à l'enquête, Thaïlande) La mondialisation économique, la militarisation et le fondamentalisme s'entrecoupent à l'échelle globale pour renforcer les structures discriminatoires. Les femmes sont ciblées dans des situations de violence communale ou de conflits civils et les auteurs sont souvent exempts de conséquences juridiques. En Colombie, par exemple, les membres de l'armée, des groupes paramilitaires et du mouvement de guérilla emploient de plus en plus la violence sexuelle à l'égard des femmes comme stratégie de guerre –, et ce, sans aucun reproche des Églises ou du gouvernement.

Un impact négatif sur le développement

La montée du fondamentalisme religieux a des implications sur le développement international et communautaire, ainsi que sur les mouvements plus larges de justice sociale et de droits humains. La mondialisation du néolibéralisme, le fait que les institutions gouvernementales ne soutiennent pas les communautés et l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, ont créé un vide social et politique qui a permis aux fondamentalismes religieux de se présenter comme les défenseurs des

pauvres et des démunis. Grand nombre de mouvements fondamentalistes arrivent à se légitimer en offrant des services de charité et, dans certains cas, en cooptant le langage des droits humains et même du genre. Ainsi, ils gagnent le soutien des gouvernements et des organismes d'aide, forgeant des liens avec des organisations de développement et même, dans certains cas, avec des organisations des droits des femmes.

Il est difficile cependant de trouver des preuves concrètes que les organisations fondamentalistes font effectivement respecter la justice. Les résultats du sondage de l'AWID révèlent l'écart flagrant entre la grande proportion des activistes des droits des femmes affirmant que les fondamentalistes ont mené des campagnes sur les questions centrales du développement et de la justice sociale – la pauvreté, la corruption, la démocratie, le pluralisme politique, la liberté d'expression – et le peu d'exemples concrets de campagnes donnés par ces mêmes activistes. Alors que les données du sondage ne donnent aucun exemple de campagnes fondamentalistes contre la mondialisation du capitalisme et du néolibéralisme, les liens entre les fondamentalismes religieux et les entreprises mondiales et locales sont cependant clairs. Cette relation apparaît clairement dans les cas de la droite chrétienne aux États-Unis et du catholicisme en Amérique latine. Les activistes des droits des femmes se concentrant sur l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont les plus susceptibles d'affirmer l'existence des campagnes fondamentalistes pour le capitalisme et le néolibéralisme (38 % comparé à la moyenne de 20 %).

Alors que les activistes des droits des femmes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont plus tendance à signaler l'existence de campagnes fondamentalistes contre le capitalisme et le néolibéralisme (35 % contre la moyenne de 18 %), cette donnée est rapidement éclipsée par les campagnes sur l'avortement ou les droits reproductifs qu'ils mènent également et qui ne correspondent pas aux stéréotypes des fondamentalismes musulmans. D'ailleurs, un pourcentage équivalent d'activistes des droits des femmes affectées par ce type de fondamentalisme affirment que les fondamentalismes musulmans ne luttent pas du tout contre le capitalisme et le néolibéralisme.

Dans les faits, les mouvements fondamentalistes religieux tirent profit des faiblesses économiques et sociales des communautés ; ils exploitent le manque de débouchés économiques pour la jeunesse, plus particulièrement pour les jeunes hommes. Les activistes des droits des femmes en Égypte, en Iraq, au Pakistan, en Turquie et en Ouzbékistan énumèrent de nombreux exemples de fondamentalismes religieux qui fournissent des services sociaux de base à un moment où l'État ne le fait pas, ou à un moment où les divisions sociales engendrent la pauvreté structurelle. Beaucoup d'entre elles soulignent cependant que ces solutions sont souvent temporaires et superficielles ; qu'elles ne s'attaquent pas à la racine du problème de l'inégalité ; et qu'elles créent une dépendance auprès des bénéficiaires des campagnes humanitaires ou caritatives. Bien que la prestation de services semble être une stratégie de recrutement relativement plus populaire dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, il s'agit également d'une tactique des fondamentalismes catholiques et chrétiens. Les sectes évangéliques chrétiennes actives dans les communautés d'Amérique latine, d'Asie et d'ex-Union Soviétique fournissent aux groupes démunis des denrées alimentaires ainsi que des emplois et un accès à l'éducation.

La première génération des chrétiens convertis en Inde, en particulier de l'Église catholique, était mieux connue dans le monde anglophone comme « rice Christians » (chrétiens de riz). Les missionnaires catholiques (et, jusqu'à un certain point, les groupes hindous) se rendaient dans une région économique sous-développée et apportaient aux gens un soutien économique ou des denrées alimentaires. Tout cela a pris fin

vers les années 60. Ils n'espéraient pas que [la première génération] soit complètement convertie au catholicisme. [Ils les percevaient] comme des gens qui avaient été séduits par les avantages économiques que leurs offrait l'Église et qui adopteraient ultérieurement certaines de ses pratiques tout en conservant la majorité de leurs propres valeurs. En grandissant, la prochaine génération, pourtant, se percevrait comme catholique, et les autres valeurs et rituels sociaux seraient mis de côté. (Mona Mehta, Inde)

Dans une observation sur la façon dont les fondamentalismes religieux découragent les gens d'aborder des questions critiques, une activiste des droits des femmes observe qu'« ils ne remettent pas en question l'économie de marché ou la pauvreté, mais la «moralité» ». (Kamala Chandrakirana, Indonésie) Les activistes des droits des femmes signalent qu'il est difficile de mobiliser des communautés dans la défense des droits si les individus sont encouragés à trouver leur salut dans l'introspection et si la souffrance est causée par « la colère de Dieu » qui n'a pas su être apaisée. Au lieu de s'opposer aux injustices structurelles qui sont à la base même de la pauvreté, les fondamentalismes religieux fortifient souvent le système mondial causant la pauvreté et l'insécurité économique.

Dans beaucoup de régions, les fondamentalismes religieux influent sur l'intersection du genre et de la classe sociale, augmentent l'exploitation économique des femmes marginalisées et s'attaquent systématiquement à l'autonomie économique des femmes. Une activiste des droits des femmes soulève qu'au Bangladesh, « pendant le règne du dernier gouvernement (qui est entré au pouvoir avec l'aide d'une coalition des partis islamiques), le document principal sur la politique des femmes et du développement a été sournoisement révisé pour représenter une vision plus «islamique» des normes sociales. Des clauses sur l'héritage, l'emploi, l'accès aux ressources, le contrôle des ressources, et la représentation politique des femmes ont été révisées ». (Une participante à l'enquête, Bangladesh/ États-Unis) Les activistes des droits des femmes rendent compte que, dans nombreux contextes, les arguments religieux sont employés pour arracher aux femmes leur autonomie politique. Au nord du Ghana, par exemple, les femmes ne sont souvent pas payées pour leur travail dans les fermes parce qu'elles ne sont pas propriétaires de la terre. On réfute les oppositions au système en disant que la religion ne permet pas aux femmes de posséder de propriétés.

Dans plusieurs cas, les participantes à l'enquête sont d'avis que les fondamentalismes religieux affaiblissent la sécurité économique des communautés en exigeant des contributions monétaires de la part des congrégations. Les Églises pentecôtistes et charismatiques en Ouganda offrent à leurs disciples très pauvres l'espoir de la prospérité (s'ils paient leur dîme au pasteur), alors que les moines bouddhistes en Thaïlande offrent aux travailleuses du sexe l'espoir d'un meilleur karma dans leurs prochaines réincarnations (dans la mesure où elles font des dons au temple). Les fondamentalismes religieux s'enrichissent en exploitant le besoin d'espoir, un besoin humain, et semblent ainsi contredire leurs propres affirmations selon lesquelles elle font campagne contre la pauvreté.

Dernièrement, il y a eu beaucoup de prédication sur la prospérité... Les gens pauvres donneront le dernier de leurs sous dans l'espoir de le voir se multiplier. C'est un investissement. Plus on sème, plus on récolte. (Une participante à l'enquête, Swaziland)

Quand les gens sont si pauvres et qu'ils se préoccupent constamment de leur prochain repas, il y a généralement peu d'espoir. Il est facile de mobiliser ces gens en leur offrant de l'« espoir », et ces gens utilisent la religion pour dépouiller les très pauvres de leurs derniers sous. (Une participante à l'enquête, Kenya)

Saper le développement de la société civile

Grand nombre d'activistes des droits des femmes ont une opinion négative des fondamentalismes religieux parce qu'ils sapent les possibilités d'organisation collective pour la justice économique et les droits humains et empêchent l'énergie d'être dépensée sur des aspects importants du travail de défense des droits des femmes.

À un niveau plus général, les fondamentalistes religieux s'attaquent à l'organisation collective de la part des femmes et des groupes religieux progressistes, qu'ils considèrent comme une menace politique. Au début des années 80, le mouvement des femmes s'est formé au Maroc dans l'objectif de construire une société démocratique, tolérante et diversifiée. Les fondamentalistes se sont rendus compte que cela représentait une grande menace pour leur projet. Ils se sont aussi rendus compte que les femmes étaient celles qui avaient le plus à perdre par rapport à leur projet fondamentaliste et qu'elles seraient donc les premières à s'y opposer. Les groupes fondamentalistes ont commencé à cibler les activistes et à dissoudre ainsi le mouvement des femmes. De même, l'Église progressiste aux États-Unis a été stratégiquement détruite dans les années 80 et 90 et représente aujourd'hui une force d'opposition beaucoup moins menaçante face aux groupes évangéliques. En Amérique latine et aux Caraïbes, l'essor des fondamentalismes catholiques était, en grande partie, une réaction à l'influence de la théologie de la libération des années 70 et 80, non seulement au sein de l'Église catholique, mais aussi aux niveaux politiques et communautaires.

L'année dernière, je travaillais [avec une organisation humanitaire] à NWFP [North West Frontier Province] au Pakistan et les membres du clergé communiquaient leurs menaces haut et fort dans les haut-parleurs à la mosquée, ou collaient des bulletins à nos portes, en ordonnant aux femmes de la communauté qui travaillaient pour notre organisation d'arrêter leur travail ou de [faire face aux] conséquences désastreuses. Les menaces concernaient aussi les femmes qui participaient à nos séances de formation. (Une participante à l'enquête, États-Unis)

Dans beaucoup de contextes, les fondamentalismes religieux emploient des stratégies pour s'appropriier des espaces politiques en arrêtant le financement des autres forces politiques, notamment celles des femmes et celles des organisations des droits humains. En Inde et au Brésil, des programmes de prévention du VIH/sida auprès des travailleuses du sexe ont été frappés durement par les conditionnalités influencées par la droite chrétienne dans le financement du gouvernement des États-Unis. Au Bangladesh, au Canada et au Mexique, les fondamentalistes religieux se sont alliés au parti ou à la coalition au pouvoir et en ont profité pour restreindre l'opération et le financement des ONG laïques, des organisations de femmes ou des organisations travaillant avec la communauté LGBTQI, par exemple.

Les fondamentalismes religieux sont conscients non seulement de la menace de la société civile, mais aussi des possibilités qu'elle représente pour eux. Conscients du poids du discours des droits humains dans nombreux débats sociaux et politiques, les mouvements fondamentalistes cherchent à le coopter et à l'exploiter. Il semble que cette stratégie soit fréquemment utilisée dans les sphères internationales comme régionales, et qu'elle soit particulièrement populaire en Amérique latine et aux Caraïbes. Les activistes des droits des femmes travaillant en Europe occidentale, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du sud signalent l'importance de cette stratégie dans leurs régions également.

Il y avait une campagne publicitaire [fondamentaliste religieuse] dont le slogan était : « Ne restez pas silencieux, élevez votre voix. » Le même slogan est employé dans la défense des droits et de la citoyenneté pour dénoncer les fondamentalismes religieux chez les fonctionnaires. (Une participante à l'enquête, Mexique)

[Un grand changement] est la décision d' « aller à la rue » et de manifester à chaque controverse liée aux droits sexuels. Ceci se produit de plus en plus fréquemment depuis 2000 et les nombres de personnes dans les manifestations se font de plus en plus grands. Je crois que cela est lié au processus officiel de démocratisation dans la région et aux méthodes pour exprimer les demandes sociales, que les fondamentalistes religieux utilisent aussi (et pourquoi pas ?) [Ils représentent] un adversaire qui n'opère plus « derrière le trône », mais qui se définit comme un mouvement social et remet en question les concepts et les espaces tel quel. (Alejandra Sardá, Argentine)

En Inde, les fondamentalismes hindous ont recours au langage d'accès et du pouvoir pour recruter des jeunes femmes étudiantes d'université ayant déjà été sensibilisées à ces concepts par des organisations des droits des femmes. Au Pakistan, quand les étudiantes de la médersa pour filles Jamia Hafza – liée à l'infâme Lal Masjid (mosquée rouge) – ont violemment attaqué une femme locale pour être supposément la propriétaire d'une maison de prostitution, les fondamentalistes musulmans ont célébré l'attaque en affirmant qu'il s'agissait d'un acte « pour la défense des droits des femmes, parce que les femmes doivent être protégées contre la prostitution ». (Une participante à l'enquête, Pakistan)

L'effet général est négatif, malgré la présence d'un langage de droits et d'autonomisation dans le discours islamiste. (Sara Hossain, Bangladesh)

La société civile se fait de plus en plus forte, obtient de plus en plus de financement international et de respectabilité, et cela rend cette sphère de plus en plus attrayante pour les fondamentalismes religieux. Quand on leur demandait d'évaluer l'influence relative d'une série d'agents fondamentalistes dans leur travail, 62 % des activistes des droits des femmes ont cité les ONG/organisations caritatives avec des tendances ou des liens fondamentalistes. Une tactique fondamentaliste cruciale en Amérique latine, aux Caraïbes, en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande est l'établissement d'ONG « pro-vie ». Entretemps, selon les activistes des droits des femmes touchées par les fondamentalismes musulmans, la création d'organisations-façade est aussi une stratégie fondamentaliste importante.

Il me semble qu'ils deviennent plus habiles et qu'ils emploient maintenant des mots qui étaient tabous dans les années 90, par exemple, « genre ». Ils emploient maintenant [ce terme] de toutes sortes de façons subtiles, spécialement après la [conférence de] Beijing. Ils sont aussi plus agressifs et bénéficient du soutien d'immenses agences financières et de certains gouvernements puissants comme celui des États-Unis. (Susana Chiarotti, Argentine)

Le contrôle des politiques publiques

La relation entre les fondamentalismes religieux et l'État, et par conséquent l'impact des fondamentalismes religieux sur les politiques publiques, est complexe et bilatéral. Ce lien, qu'une activiste des droits des femmes a appelé « la resacralisation de la politique et la politisation de la religion », sert souvent à affaiblir la loi de l'État. Par exemple, au Bangladesh, les fondamentalismes religieux ont émis des fatwas en contravention des droits et des protections consacrés par la loi de l'État. De même, les organisations des droits des femmes signalent que dans les camps de réfugiés soudanais en Égypte, l'Église catholique soutient l'importation de mécanismes informels de justice qui violent les lois des réfugiés et des droits humains des femmes reconnus au niveau international.

Influencé par les fondamentalismes religieux, l'État peut avoir tendance à utiliser ses pouvoirs laïques pour amoindrir ou changer les politiques publiques d'une façon profondément discriminatoire envers les femmes et les autres groupes discriminés, tels que les minorités ethniques ou religieuses. Lito Atienza, maire fondamentaliste catholique de Manille jusqu'en 2007, a éliminé tous les services de planification familiale de la ville, en allant jusqu'à ordonner des incursions et le harcèlement des ONG qui osaient fournir des services clandestinement. Les femmes de la classe ouvrière ont alors été forcées de ne pas utiliser du tout de moyens anticonceptionnels ou bien de se rendre dans une autre ville pour obtenir des services. Des exemples mieux connus incluent : la récente « porno-action Bill » (projet de loi d'action sur la pornographie) en Indonésie, qui restreint les mouvements des femmes après 19 h ; les sanctions extrêmes du Pakistan (maintenant partiellement abrogées) pour les relations sexuelles à l'extérieur d'un mariage valable selon les lois Hudud ; et les clauses pénales influencées par la Sharia au nord du Nigeria. Aux États-Unis, où la lutte pour les droits reproductifs des femmes perdure, les fondamentalistes religieux ont réussi à influencer les nominations à vie des juges fédéraux, incluant les récentes affectations de la Supreme Court, qui se démarquent par leur position fondamentaliste chrétienne contre l'avortement sécuritaire et même contre la contraception.

En Uruguay, la gauche a obtenu le pouvoir pour la première fois. Le Frente Amplio (le parti au pouvoir) est pour de la légalisation de l'avortement. Cependant, peu après son élection, le Président (un docteur socialiste) a déjeuné avec les évêques. Quelques jours plus tard, il menacé d'exercer son droit de véto si le parlement approuvait la loi sur la santé sexuelle et reproductive permettant à une femme de mettre fin à une grossesse si elle le désirait. (Lucy Garrido, Uruguay)

Alors qu'auparavant c'était : « Ne touchez pas aux choses privées dans la communauté publique », on demande maintenant à ce que la religion ait une présence publique. Résultat : il ne s'agit plus nécessairement de vouloir créer des systèmes juridiques parallèles, ni de vouloir des écoles religieuses séparées, par exemple, mais bien d'influencer le courant dominant avec l'identité religieuse. Le programme d'action de la religion est maintenant celui qui détermine la façon dont l'État considère les communautés minoritaires. (Pragna Patel, Royaume-Uni)

Les fondamentalistes religieux bloquent le progrès et utilisent leur influence pour revenir en arrière sur les lois, les politiques ou les pratiques positives. Par exemple, ils ont fait en sorte que l'âge minimum du mariage a été réduit de 18 à 17 ans en Ouzbékistan après l'indépendance dans les années 90, ce qui allait à l'encontre de la norme internationale préalablement acceptée par le pays. Même si une campagne pour changer la loi n'est pas fructueuse, il se peut malgré tout qu'elle ait un impact sur les

attitudes et les pratiques. Par exemple, en 2007, la Ligue des familles polonaises, un parti d'extrême droite, avait lancé, avec le soutien du parti conservateur au pouvoir, une campagne pour modifier la constitution afin d'y inclure le « droit à la vie dès le moment de la conception », ce qui revient à une abolition de toutes les formes d'avortement, incluant lorsque la grossesse présente un danger pour la vie de la mère. Ainsi, si la propagande fondamentaliste n'a pas fonctionné d'un point de vue juridique, elle a toutefois réussi à faire en sorte qu'un nombre croissant de médecins des hôpitaux publics refusaient de pratiquer l'opération pour des raisons morales, rendant ainsi presque impossible l'accès des femmes à l'avortement légal.

Le pluralisme et la tolérance menacés

Des activistes des droits des femmes d'une multitude de contextes signalent l'impact diviseur des fondamentalismes religieux. En Azerbaïdjan, ce phénomène se manifeste sous la forme d'une polarisation entre les religieux et les non-religieux ; en Inde, il prend la forme d'une intensification des tensions communales entre les hindous, les musulmans et les chrétiens ; et au Pakistan il est associé aux divisions entre les sectes. Deux activistes sur trois affirment que les fondamentalistes ciblent les membres d'autres religions, avec un nombre d'attaques dénoncés similaire dans toutes les régions. Bien que certains fondamentalismes religieux prétendent faire la promotion du pluralisme, dans les faits, leur définition correspond à « absolutistes et intolérants ».

Au Soudan, des fondamentalismes religieux étrangers sont venus s'imposer : qu'ils soient islamiques (wahhabite, arabe, etc.) ou chrétiens (évangélique, pro-sioniste). Cela engendre, alimente, enflamme (et) renforce les divisions négatives et les restrictions sur les femmes. Cela est également un obstacle aux alliances au sein d'une nation, entre religions et entre cultures qui étaient auparavant faciles et courantes. (Une participante à l'enquête, Soudan)

On nous enseigne que tous les juifs sont mauvais, que les chrétiens sont mauvais et que tous les kafirs aussi sont mauvais, bien sûr. Il y a eu une division de la société dans une certaine mesure. [Auparavant] personne ne voulait savoir si vous étiez parsi ou chrétien. Personne ne vous demandait si vous étiez chiite ou sunnite, ou n'importe quoi. L'intégration de cette société s'est désagrégée. Nombreuses sont les personnes d'appartenance à une minorité déjà petite qui ont migré. Ceux qui restent n'osent pas élever la voix et l'on remet incessamment en question leur identité pakistanaise. (Farida Shaheed, Pakistan)

Les activistes des droits des femmes partout dans le monde signalent la diminution des espaces laïques, notamment à cause des attaques au système public d'éducation, un des fondements de l'unité sociale et du pluralisme. Au Nigeria, par exemple, les fondamentalismes religieux ont essayé d'attaquer les « unity schools » (écoles pour l'unité) du gouvernement fédéral, fonctionnant avec un système de quotas d'étudiants de chaque état afin de neutraliser la polarisation ethnoreligieuse.

Dans une des écoles, la salle de prière était utilisée par un groupe de filles durant le Ramadan pour mettre de la pression sur d'autres filles musulmanes en leur disant : « Vous êtes des mauvaises musulmanes. » (Pragna Patel, Royaume-Uni)

Les fondamentalismes religieux se glissent dans le système d'éducation comme stratégie de recrutement et comme une tentative d'attaque à la pluralité et à la pensée critique. Une jeune activiste des droits des femmes décrit la méfiance fondamentaliste des écoles comme endroit d'épanouissement où les jeunes femmes peuvent développer leur autonomie. « Cette peur a mené des prêcheurs salafistes à voiler leurs filles afin de, premièrement, les enfermer dans des rôles traditionnels imposés, et deuxièmement, les présenter comme des victimes des éducateurs laïques qui veulent enseigner à leur étudiants à penser. » (Une participante à l'enquête, Maroc) Pour beaucoup de jeunes, l'interprétation fondamentaliste de la religion est la seule qu'ils connaissent puisqu'ils n'ont eu aucun contact avec d'autres interprétations ou avec une expérience comparable dans leur communauté avant la montée de l'influence fondamentaliste. Dans ce contexte, une activiste des droits des femmes soutient qu'un système scolaire universel, où les enfants de diverses religions et origines fréquentent la même école, est une force efficace pour parer à l'absolutisme.

Les jeunes femmes d'aujourd'hui sont beaucoup plus ghettoïsées que dans ma génération. Nous avons grandi dans un contexte de lutte pour les droits des noirs, nous avons des amis Caribéens... Maintenant ils n'y a plus d'amitiés, même au sein de la communauté asiatique, entre les religions, encore moins au-delà de la religion. L'impact, c'est une mentalité beaucoup plus étroite, une vision du monde très limitée, très victimisée.
(Gita Sahgal, Royaume-Uni/Inde)

La création d'une atmosphère de peur et d'intimidation

Les groupes fondamentalistes cherchent à satisfaire ce qu'une activiste des droits des femmes appelle « la soif du pouvoir et la volonté de toujours vouloir plus d'adeptes, ce que les gens trouvent effrayant et intimidant ». Leur violence est transnationale et hautement mobile à l'intérieur même d'un pays. En Indonésie post-Suharto, par exemple, les fondamentalistes chrétiens comme musulmans ont recruté des milices à exporter dans les zones de conflits du pays. En ancienne Yougoslavie, en Inde, au États-Unis, en Palestine et en Israël, la langue et les images utilisées par les fondamentalistes religieux sont souvent émotives et sanguinaires, provoquant ainsi indignation et vengeance.

En 2001, la Sangh Parivar [organisation fondamentaliste hindoue] a lancé une campagne de signature de sang à Delhi. Un député de Delhi, Madan Lal Khurana, un membre important du BJP et du RSS, s'est affairé à collectionner des signatures de sang sur d'immenses banderoles proclamant « la mort du terrorisme ». Toute la campagne et les discours étaient conçus pour fomenter la violence et pour associer le patriotisme à la revanche. Ils donnaient au terrorisme un visage islamique avec leurs nombreuses références à l'identité religieuse des terroristes. (Une participante à l'enquête, Inde)

La violence fondamentaliste religieuse sert à renverser les États et à affaiblir les gouvernements extérieurs et locaux. Cependant, selon les activistes des droits des femmes, elle est surtout employée pour semer la peur et causer l'isolation afin de maintenir une société fragmentée, de décourager les personnes qui s'opposent ou résistent au projet fondamentaliste, et d'intimider leurs alliés potentiels. Selon 50 % des activistes des droits des femmes, employer la violence pour

intimider ses opposants est une stratégie fondamentaliste courante. Pour toutes les régions, les activistes des droits des femmes perçoivent les fondamentalismes comme plus enclins à prendre pour cible des membres de la même religion qui s'opposent à eux au niveau politique, que ceux qui s'opposent à eux au niveau théologique (faisant partie de la même religion, mais d'une autre secte). En autres mots, les fondamentalistes religieux sont davantage intéressés à éliminer leur adversaire politique qu'à s'opposer à la diversité théologique.

La violence comme stratégie des fondamentalismes religieux

Environ 10 % des activistes des droits des femmes signalent la destruction de leur milieu de travail ou le vol d'équipement par des fondamentalistes religieux – une tactique plus courante en Amérique latine et aux Caraïbes. En Asie centrale et en Europe centrale et de l'Est, de hauts taux de violence physique liée au travail des activistes sont signalés par ces dernières (près de 1 sur 5). Le gagne-pain des activistes des droits des femmes et l'efficacité de leurs programmes sont contrecarrés par la violence et l'intimidation des fondamentalistes religieux : pensons aux incendies criminels des cliniques d'avortement aux États-Unis ou aux véhicules des projets pour fillettes qui ont été bombardés de pierres au Pakistan.

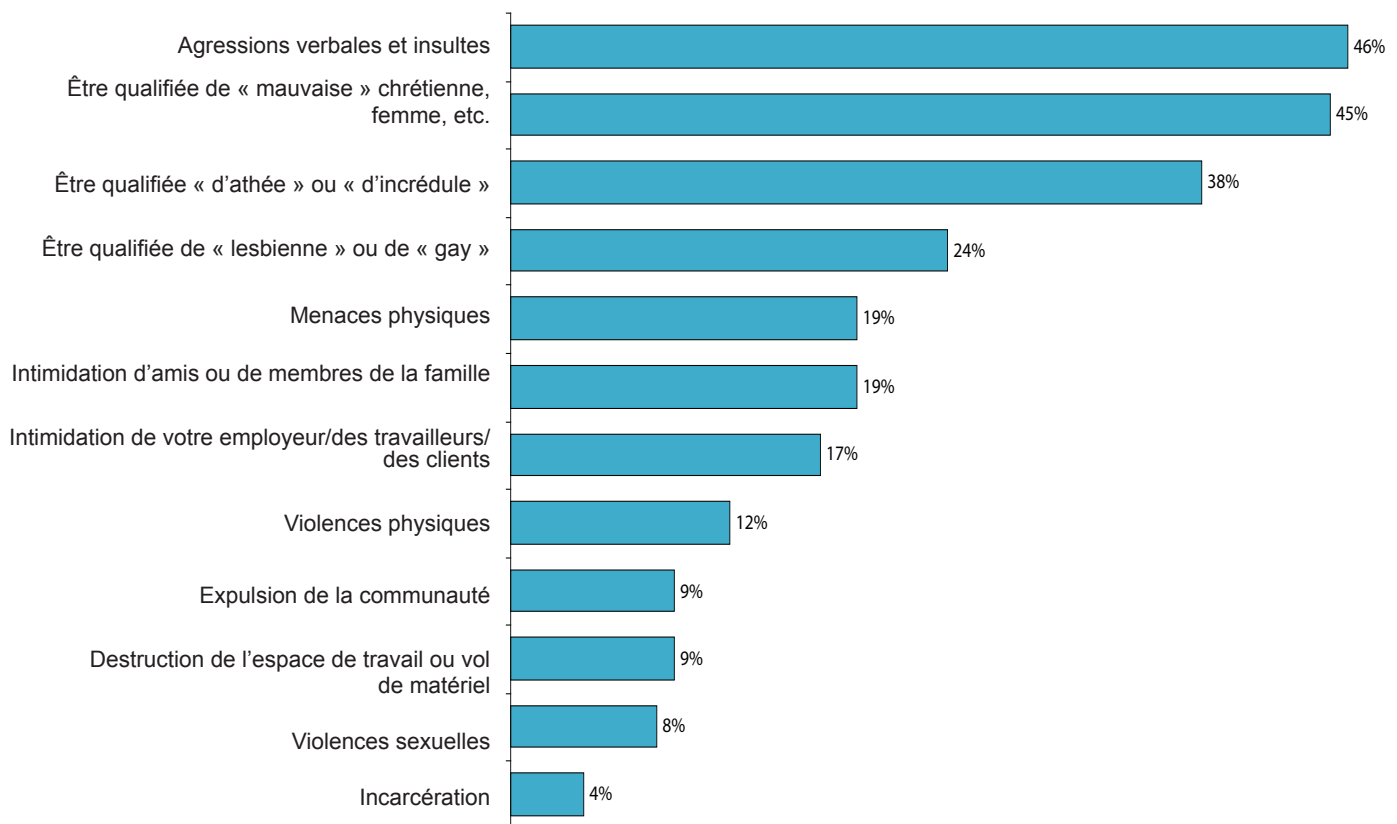
Une activiste des droits des femmes décrit de quelle façon le travail de Sampada Grameen Mahila Sanstha (SANGRAM), une ONG travaillant principalement auprès des femmes travailleuses du sexe en Sangli, Maharashtra, en Inde, a été entravé par une série de descentes de police violentes dans des maisons de prostitution. Restore International, une organisation évangélique chrétienne, a commandé indirectement les opérations : « Les descentes, qui se sont déroulées avec la ferveur des missionnaires et la brutalité des voyous, n'ont épargné personne : deux jeunes écolières en visite chez leurs familles ont été ramassées avec les 35 femmes et filles arrêtées. » SANGRAM est intervenu pour assurer la libération des femmes adultes et des deux écolières, puisque seuls les mineurs peuvent être légalement secourus de la prostitution. Des rumeurs couraient, cependant, comme quoi USAID avait coupé le financement de SANGRAM pour empêcher le secours légal des mineurs – une déclaration réfutée par l'ambassade des États-Unis à Delhi et par l'ONG SANGRAM. Bien que SANGRAM considère la prostitution infantine comme une infraction et une forme d'exploitation sexuelle des enfants, elle est d'avis que les descentes de police sont une solution inadéquate au problème parce qu'elles engendrent les arrestations de personnes innocentes et la violence physique. « Les descentes de police ne font que pousser les communautés marginalisées encore plus loin dans la clandestinité. Ce dont on a besoin c'est d'un travail communautaire de longue haleine... La vérité est que Restore International et leurs alliés nuisent au travail des organisations comme SANGRAM, qui ont créé, non sans peine, des lieux dans lesquels les femmes stigmatisées travaillant dans la prostitution arrivent à, collectivement, trouver des solutions à leurs problèmes. » (Meena Seshu, Inde)

Alors que les femmes au Guatemala gagnent de la place dans l'espace publique, un retour de bâton fondamentaliste a causé une augmentation de la violence contre les femmes à la maison et dans la sphère publique. Le machisme comme moyen de dominance masculine exerce une pression constante sur les femmes et est sanctionné dans les Églises. (Une participante à l'enquête, Guatemala)

Les femmes qui travaillent sur les questions de droits des femmes sont souvent menacées et injuriées en public, pour des raisons souvent liées à des idées très fondamentalistes de la façon « correcte », « normale » ou « naturelle » d'être une femme ou un homme. Ceci est l'œuvre quotidienne du fondamentalisme religieux. (Une participante à l'enquête, Suède)

Des attaques verbales ou des insultes par des fondamentalistes religieux sont une partie habituelle de l'expérience de presque 50 % des activistes des droits des femmes – qui ont été ciblées ou qui connaissent une collègue l'ayant été. Par exemple, en 1993, quand un groupe de femmes a exigé la réforme du code de la famille au Maroc, les fondamentalistes religieux, qui se sont fortement opposés au développement des droits des femmes dans la famille, ont publié les listes des noms des militantes, en déclarant que « tout véritable musulman est obligé de mettre en œuvre la fatwa » contre elles. Les sermons du vendredi aux mosquées fondamentalistes ont déclarées que ces « femmes débauchées » complotaient contre l'identité islamique du Maroc et que la société devait être « purgée de ces ennemies ». (Une participante à l'enquête, Maroc)

Figure 4 : Durant les 10 dernières années, est-ce que vous ou l'une de vos collègues de travail avez connu une des réactions suivantes de la part des fondamentalistes religieux en conséquence de votre travail de défense des droits de la femme ?



Note : Ces pourcentages correspondent aux pourcentages combinés des participantes ayant répondu « parfois » ou « fréquemment » pour chaque type d'attaque.

Base : 1 490 participantes au sondage

L'insulte par étiquetage est une stratégie d'agression verbale commune à toutes les régions et 45 % des activistes des droits des femmes l'ont signalée. Les étiquettes les plus populaires varient de région en région. Être étiquetée comme « athée » ou « incroyant » est particulièrement fréquent pour les activistes des droits des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, mais aussi pour celles d'Asie du Sud-Est, d'Asie de l'est et du Pacifique, d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Celles qui travaillent contre les fondamentalismes catholiques sont celles qui le signalent le plus souvent. Être étiquetée comme une « mauvaise » chrétienne/hindoue/musulmane, etc., ou une « mauvaise » femme/épouse/fille est plus fréquent chez les activistes des droits des femmes de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie de l'est et de la région du Pacifique. Les fondamentalismes religieux d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe centrale et d'Europe de l'est et d'Asie centrale, traitent souvent les activistes de « lesbiennes » ou de « gay » dans une tentative homophobe de les discréditer ou de les intimider. Dans les contextes musulmans, « occidentales » ou « laïques » semblent être les étiquettes de choix.

Les activistes des droits des femmes entre 30 et 44 ans ont généralement tendance à subir plus de violence fondamentaliste religieuse de toutes les catégories que les activistes de moins de 30 ans ou de plus de 45 ans. Cela est probablement attribuable au fait que les activistes des droits des femmes de cet âge sont au sommet de leur engagement dans ce travail et qu'elles ont, par conséquent, plus de chances de faire face à des réactions violentes de la part des fondamentalismes religieux.

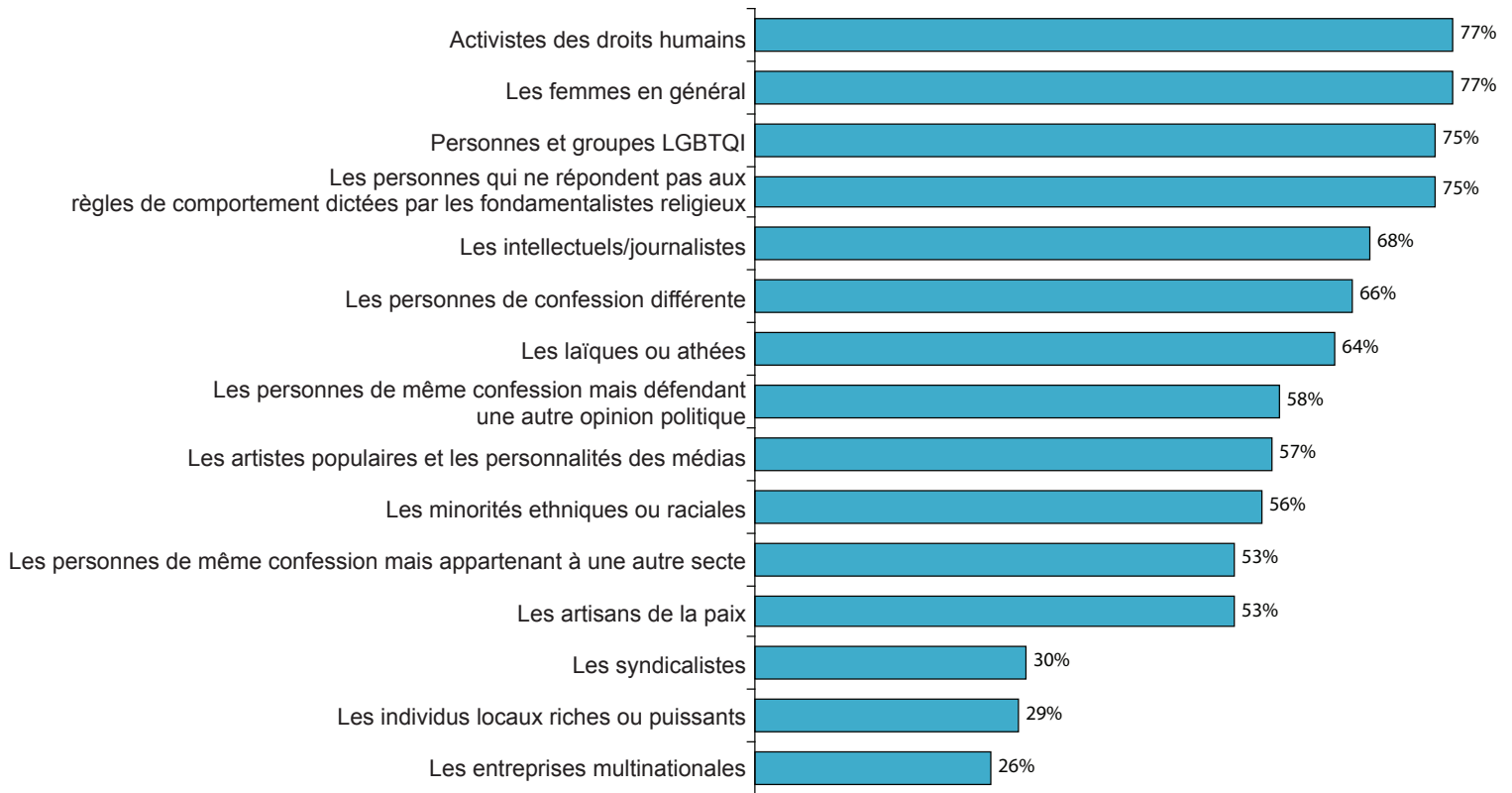
Les cibles de la violence des fondamentalistes religieux

Le fait de prendre comme cible les femmes est très répandu et commun pour tous les fondamentalismes religieux – l'étude n'a démontrée aucune grande distinction entre les régions ou les religions. Soixante-dix-sept pour cent des activistes des droits des femmes affirment que les femmes sont fréquemment ou parfois les cibles de la violence fondamentaliste. En un mot, les femmes subissent la violence fondamentaliste tout simplement par ce qu'elles sont femmes.

Au cours de l'horrible génocide communal de 2002 à Gujarat, en Inde, les forces fondamentalistes Hindutva, de pair avec le gouvernement provincial au pouvoir à cette époque ont permis les pires agressions contre les femmes et les filles musulmanes : viols, brûlages et agressions. Cela a entraîné, en bout de ligne, une moins grande mobilité et un plus grand contrôle patriarcal au sein de la communauté touchée, tout cela au nom de la sécurité et de la protection de « l'honneur ». (Une participante à l'enquête, Inde)

Les femmes ne sont pourtant pas les seules cibles des agressions physiques ou verbales. L'étude montre que les activistes des droits humains sont tout autant ciblés par les fondamentalismes religieux. Soixante dix-sept pour cent des activistes des droits des femmes affirment que la violence fondamentaliste est aussi dirigée vers les activistes des droits humains, alors qu'un peu plus de la moitié d'entre elles affirment que les activistes de la paix sont ciblés.

Figure 5 : Au regard de votre travail ces 10 dernières années, parmi les personnes et les groupes suivants, lesquels ont été pris pour cibles par des fondamentalistes religieux (verbalement ou physiquement) ?



Note : Ces pourcentages correspondent aux participantes qui ont répondu « parfois » et « fréquemment » pour chaque type de cible.

Base : 1 380 participantes

En plus de la violence très pénible à laquelle des communautés entières font face chaque jour, certaines des violences fondamentalistes religieuses les plus extrêmes ciblent les personnes qui expriment publiquement leurs opinions divergentes. Un tiers des activistes des droits des femmes signalent que les intellectuels, les journalistes et les laïques ou les athées sont « fréquemment ciblées ». Parmi les exemples, on compte l'assassinat du cinéaste hollandais Theo van Gogh en 2004, qui a réalisé un film sur la violence au sein d'une famille immigrante marocaine, et l'assassinat d'un juge pakistanais qui a rendu une fin de non-recevoir dans une affaire très médiatisée de blasphème. Le caractère très public et médiatisé de ces agressions a pour but de faire de la victime « un exemple ». Lors du conflit algérien des années 90, les fondamentalistes religieux assassinaient systématiquement des intellectuels, des journalistes et des artistes populaires pour taire l'opposition trop vocale et créer un climat de peur et de découragement.

L'organisation hindoue, Bajrang Dal, punit les personnes qui expriment leurs pensées. Aujourd'hui, j'ai remarqué dans les médias qu'un professeur à Uttar Pradesh a [lu] son poème lors d'une cérémonie à l'université. Soudainement, des membres de Bajrang sont arrivés et ont lancé sur lui du [colorant] noir. Ils l'ont très mal puni. (Une participante à l'enquête, Inde)

Selon 59 % des activistes des droits des femmes, les personnes et les groupes LGBTQI sont souvent ciblés, parfois en tant qu'adversaires politiques, mais plus souvent parce qu'ils représentent des boucs émissaires, ce qui reflète l'obsession fondamentaliste avec l'hétérosexualité et un modèle familial hétéronormatif. Selon l'expérience de presque la moitié (46 %) des activistes des droits des femmes, les personnes qui ont tendance à ne pas se plier aux normes de comportement des fondamentalismes religieux sont souvent les cibles d'agressions verbales ou physiques. Les exemples donnés font le plus souvent référence à l'imposition de rôles sociaux fondamentalistes, particulièrement de rôles sexuels, donc leurs cibles peuvent être les femmes pourvoyeuses principales de leur famille, les femmes qui ne suivent pas le code moral ou vestimentaire imposé, ou les femmes qui participent à la vie publique. Les cibles peuvent être même des pères qui encouragent leurs filles à poursuivre leurs études ou une carrière.

Construire des mouvements sociaux plus larges pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux

Les fondamentalismes religieux peuvent varier selon le contexte mondial duquel ils surgissent, mais ces différences ne font pas le poids contre les nombreuses caractéristiques, stratégies et impacts qu'ils ont en commun. Les activistes des droits des femmes de toutes les régions et de toutes les religions ont vécu des expériences similaires par rapport à l'influence grandissante des mouvements fondamentalistes religieux.

Alors que les projets fondamentalistes ont des impacts particulièrement néfastes sur les femmes, leur impact indirect sur le développement et les droits humains ne devrait pas être sous-estimé. Les fondamentalismes religieux représentent une menace à la démocratie, au pluralisme, aux pauvres et aux groupes marginalisés. Ils s'attaquent souvent aux défenseurs des droits humains ; prennent pour cibles la communauté LGBTQI ; et réduisent l'espace pour la diversité, et pour les actions et les idées progressistes. Ainsi les fondamentalismes religieux représentent-ils non seulement un obstacle majeur aux droits des femmes, mais aussi une force politique croissante qui requière une réponse organisée, consolidée et intersectorielle.

Dans l'étude de l'AWID, le besoin le plus fréquemment identifié est celui de s'unir à l'échelle mondiale pour concerter nos efforts et trouver des solutions efficaces aux causes des fondamentalismes religieux. Une telle initiative requiert un engagement de la part non seulement des activistes des droits des femmes de tous les contextes, mais aussi de la multitude de défenseurs des droits humains et de spécialistes en développement. Comme l'observe une activiste : « Il ne peut pas y avoir de démocratie durable si nous n'avons pas le droit de penser, parce qu'alors nous perdons notre identité ; nous n'avons pas d'appartenance et nous ne pouvons pas faire de choix, nous ne sommes pas autonomes, [et] donc nous ne comptons pas. » (Une participante à l'enquête, Nigeria)

Les objectifs et les stratégies fondamentalistes sont élaborés, jusqu'à un certain point, en réponse à l'engagement mondial vis-à-vis des droits des femmes, des droits humains et de l'égalité. Il s'agit d'un signe de véhémence de la part des fondamentalistes, certes, mais il témoigne également de leur faiblesse. Les exemples de l'avancement des droits malgré les fondamentalismes religieux ne manquent pas. Tournons-nous vers ces exemples pour y puiser du courage. Les organisations des droits des femmes de nombreux contextes religieux et régionaux ouvrent la voie à la formation de stratégies et de réseaux transnationaux basés sur les expériences partagées et la responsabilité collective d'aborder ce problème, ainsi que sur l'urgence de construire des mouvements sociaux plus larges pour résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux.

L'AWID voudrait remercier les personnes suivantes, qui ont généreusement accepté d'être interviewées pour le présent projet de recherche :

Alejandra Sardá	Homa Hoodfar	Ouyporn Khuankaew
Alia Hogben	Hope Chigudu	Parvin Ali
Ana María Pizarro	Jennifer Butler	Pinar Ilkcaracan
Angelica Peñas	Rev. Jide Macaulay	Pragna Patel
Asma'u Joda	Kamala Chandrakirana	Pramada Menon
Azza Soliman	Lucy Garrido	Rabea Naciri
Daptnhe Cuevas	Mab Segrest	Roxana Vásquez Sotelo
Debbie Weissman	Mairo Bello	Sara Hossain
Dora King	Manal Abdel Halim	Shalmali Guttal
Dorothy Aken'Ova	María José Rosado-Nunes	Solome Nakaneesi-Kimbugwe
Eiman Abulgasim Seifeldin	Marieme Hélie-Lucas	Susana Chiarotti
Eleonora Fayzullaeva	Marusia López Cruz	Uzma Shakir
Farida Shaheed	Marta Alanis	Waheeda Amien
Fernanda Grigolin	Mona Mehta	Winnie Sseruma
Firliana Purwanti	Najat Ikchich	Yanar Mohammad
Frances Kissling	Nira Yuval-Davis	Zainah Anwar
Françoise Mukuku	Nonhlanhla Dlamini-Ndwande	Ziba Mir-Hosseini
Gita Sahgal		

L'AWID voudrait aussi remercier les personnes suivantes, qui ont pris part à la Réunion des parties prenantes de l'AWID à Istanbul, en Turquie, du 22 au 24 novembre 2007 :

Ana María Pizarro	Hadil El-Khouly	Nira Yuval-Davis
Anasuya Sengupta	Homa Hoodfar	Ouyporn Khuankaew
Ayesha Imam	Juan Marco Vaggione	Perla Vázquez
Cassandra Balchin	Kataisee Richardson	Roxana Vásquez Sotelo
Chetan Bhatt	Kelda Roys	Sadia Mahmood
Debbie Weissman	Khartini Slamah	Sanushka Mudaliar
Rev. Debra W. Haffner	Lina Gomez	Shadi Sadr
Eleonora Fayzullaeva	Liz Ercevik Amado	Shareen Gokal
Farida Shaheed	Lucy Garrido	Sundus Abass
Frances Kissling	Lydia Alpizar	Sylvia Estrada-Claudio
Françoise Mukuku	Manal Abdel Halim	Trupti Shah
Gonzalo Ituarte Verduzco	María José Rosado-Nunes	Vivienne Wee
Ghadeer Malek	Mariam Gagoshashvili	Wanda Nowicka
Gita Sahgal	Marta Alanis	Zainah Anwar

L'AWID apprécie le soutien généreux donné à cette initiative par le Sigrid Rausing Trust, l'Open Society Institute et Hivos, en plus des donateurs suivants qui nous fournissent un financement de base :

Cordaid	Oxfam Novib
Ministère Hollandais des Affaires Étrangères	Agence internationale suédoise de coopération au développement
Aide irlandaise - département des affaires étrangères	Agence suisse pour le développement et la coopération
Fondation Levi Strauss	

À propos de l'initiative « Résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux »

L'initiative de l'AWID « Résister et s'opposer aux fondamentalismes religieux » est un projet de recherche à objectif revendicateur pour le renforcement des luttes contre les fondamentalismes religieux dans toutes les régions du monde et parmi toutes les religions.

Nous espérons :

- Créer des espaces stratégiques de dialogue et faciliter une compréhension partagée parmi les mouvements et organisations des droits des femmes sur la manière dont les fondamentalismes fonctionnent, se développent et sont néfastes pour les droits des femmes.
- Développer des stratégies et du travail de plaidoyer communs dans toutes les régions et parmi toutes les religions, pour lutter contre les fondamentalismes.
- Renforcer les capacités des activistes et défenseuses des droits des femmes, et de leurs organisations et mouvements, à lutter contre les politiques fondamentalistes religieuses.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette initiative, voir le site de l'AWID : www.awid.org

Autres publications de l'AWID dans cette série :

Des activistes des droits des femmes définissent les fondamentalismes religieux: mise en commun des expériences

Que voulons-nous dire quand nous parlons de « fondamentalismes religieux » ? Le terme « fondamentalismes religieux » est-il utile aux activistes des droits des femmes ? Qui sont les principaux acteurs fondamentalistes dans le monde d'aujourd'hui ? Cette publication s'attaque à ces questions et explore la façon dont les activistes des droits des femmes de différents contextes comprennent ce phénomène et le vivent au quotidien. Si les fondamentalismes religieux sont difficiles à définir, cette étude fait clairement ressortir un ensemble de caractéristiques et d'éléments partagés qui restent incontestables malgré les différences entre régions et religions.

À découvert : dix mythes des fondamentalismes religieux

Cette publication expose et déconstruit les dix mythes les plus communs des fondamentalismes religieux : autant les mythes que nous entretenons à propos des fondamentalismes religieux, que les mythes que les fondamentalismes religieux voudraient nous faire croire à leur sujet. En se basant sur les expériences des activistes des droits des femmes, cette publication révèle que le fonctionnement et l'impact des fondamentalismes religieux sont plus négatifs qu'ils ne voudraient l'admettre, et que leur analyse n'est pas si simple.